

2,80 € Première édition. N° 13626

VENDREDI 2 MAI 2025

www.liberation.fr

**DISPARITION DE  
MICHEL AGLIETTA**  
Un économiste  
visionnaire  
et ouvert

TRIBUNES, PAGES 20-21

**EXPLOITATION  
DES ABYSESSES**  
Avec Trump,  
l'environnement  
touche le fond

DÉCRYPTAGE, PAGES 10-11



VINCENT GOURIOU

**STRESS POST-  
TRAUMATIQUE**  
Un mal à faire  
chez les  
militaires

TÉMOIGNAGES, PAGES 14-15

# Libération

Lors du défilé parisien du 1er Mai. PHOTO CYRIL ZANNETTI/AGENCE VU

# «TRAVAILLER PLUS» UN DÉBAT QUI VA CROISSANT

A l'image des discussions autour de l'ouverture des boulangeries le 1er Mai, l'injonction à la productivité, poussée par le gouvernement, revient en force dans le débat public, passant sous silence la qualité de vie au travail. **PAGES 2-5**

Libération

M 00135-502 - F: 2,80 €

## EDITORIAL

Par  
DOV ALFON

## Faux débats

Le geste est fatigant, mais il faut respecter la tradition : on pétrit le pain en étirant la pâte et en la repliant sur elle-même, on alterne le modèle social en regrettant que les Français ne travaillent pas assez. Répétez, ajoutez de l'eau, roulez en boule et reprenez le lendemain, la recette est invariable au fil des années, passant par «travailler plus pour

*gagner plus» de Nicolas Sarkozy à «une grande nation comme la France où nous voulons tous être prospères» de Bruno Le Maire. Le débat est maintenant de retour alors que le chômage repart à la hausse. La seule nouveauté de ce 1<sup>er</sup> Mai, où la mobilisation était importante dans toute la France, réside dans les jérémiades des employeurs dans le secteur de la boulangerie, qui aimeraient bien faire une croix sur la loi de 1919 décrétant ce jour férié comme journée chômée. Ce sont pourtant précisément les ouvriers boulangers qui ont obtenu l'interdiction du travail de nuit au XIX<sup>e</sup> siècle, nous rappelle l'historien Etienne Hudon, preuve supplémentaire que la droite n'aime sauver que les*

traditions dont sa clientèle se partage les retombées. En voici une donc, la tradition des faux débats autour de la productivité française : parler beaucoup de l'âge de la retraite et du nombre de jours chômés évite soigneusement d'aborder d'autres spécificités françaises – le conservatisme du patronat, le fétichisme des diplômes dans le processus d'embauche, le faible pouvoir d'achat des salariés et des retraités, l'écart salarial en entreprise et surtout, le mal-être au travail, qui explose chez les jeunes salariés comme chez les cadres supérieurs. Les manifestants que *Libération* a rencontrés dans les cortèges du 1<sup>er</sup> Mai l'ont bien compris, preuve que ce gouvernement est décidément bien dans le pétrin. ■

# «Valeur travail»

## Le grand marché au plus

Face à la remontée du chômage et aux incertitudes démographiques et mondiales, le discours selon lequel les Français ne travailleraient pas assez revient en force. En laissant dans l'angle mort les questions liées au contenu du travail.

Par  
**FRANTZ DURUPT**  
Photos **CYRIL ZANNETTACCI. VU**

**D**ebout, les damnés de la terre, debout, les forçats du levain. Douze millions de Français (1) voulaient leur baguette bien fraîche, bien crousti ce jeudi 1<sup>er</sup> mai. Hélas, le code du travail, qui sanctuarise cette journée internationale des travailleurs comme «chômée», les en a privés en empêchant les boulangeries de faire travailler leurs employés. Heureusement, d'ici l'année prochaine, d'hé-

roïques parlementaires attachés à la «valeur travail» auront peut-être volé au secours du peuple soumis au pain sec avec des propositions de loi, soutenues par le gouvernement. Prière d'y voir un progrès, puisqu'on nous dit que ce sera sur la base du volontariat, et payé double – ce qui n'est en rien garanti par les propositions telles qu'elles sont rédigées à l'heure où l'on écrit.

**DROITS RATIBOISÉS**

Ce débat passionné autour du 1<sup>er</sup> Mai agit comme un révélateur – un de plus – d'une ambiance sociale pesante. Deux ans après s'être

vu administrer, à son corps défendant, l'amère potion d'une réforme des retraites censée «sauver» le système en reportant à 64 ans l'âge de départ, le travailleur lambda ne peut encore pas passer une journée sans entendre cette phrase, ou une de ses variantes : «Il va falloir travailler plus.» Comment, dès lors, ne pas se sentir un peu traité de tire-au-flanc ? De plateau en plateau, de tribune en tribune, de meeting en meeting, toute une cohorte d'éditorialistes, d'experts et de responsables politiques psalmodient une «vérité» ainsi résumée par Edouard Philippe, ancien Premier ministre aspirant chef

de l'Etat : «On ne peut pas mentir aux Français : nous devrons travailler plus si nous voulons préserver le modèle social et démocratique auquel nous sommes attachés.» Ce modèle social, il se trouve qu'il fête ses 80 ans cette année. On doit d'abord au Conseil national de la résistance, puis à l'action notamment des ministres Alexandre Parodi et

Ambroise Croizat, la mise sur pied de la Sécurité sociale et de la retraite de base par répartition en 1945-46. L'assurance chômage, elle, sera créée en 1958. Ce système, tout le monde le décrit comme «précieux», mais il serait aujourd'hui «à bout de souffle», diagnostiquant de concert Patrick Martin, le président du Medef, et Astrid Panosyan-Bouvet, la



Lors des défilés du 1<sup>er</sup> Mai à Paris, jeudi.



# Le 1er Mai chômé, un écho du combat des mitrons de la Commune

**Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers boulangers et pâtissiers ont lutté pour améliorer leur pratique pénible, rappelle l'historien Etienne Hudon, arrachant notamment l'interdiction du travail de nuit.**

Vendredi, au Sénat, le groupe Union centriste a déposé par la voix de la sénatrice Annick Billon une proposition de loi «visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1<sup>er</sup> Mai». Le gouvernement Bayrou a annoncé son soutien à cette proposition, engageant même la procédure accélérée pour écarter la nasse parlementaire. Les fleuristes et les boulangers sont les «services» visés par cette volonté de libéraliser le travail du 1<sup>er</sup> Mai. Mais ce sont surtout ces derniers qui sont à l'origine de cette réforme, après que la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie a contesté des contrôles effectués lors de la fête des travailleurs en 2024 par l'Inspection du travail ayant mené à la verbalisation de cinq confrères vendéens. Il est important de noter que ce sont bien les ouvriers boulangers qui sont les premiers concernés, car rien n'interdit à un patron d'ouvrir son propre commerce et d'y travailler en cette journée. Il y a donc fort à parier que cette revendication de la profession n'est pas unanimement partagée chez celles et ceux qui ne possèdent pas leur propre boulangerie-pâtisserie.

## 22 heures-7 heures

Les ouvriers de 2025 s'inscrivent ainsi dans une longue histoire de luttes, qui remonte au XVII<sup>e</sup> siècle et à la Révolution française. Au siècle suivant et sous la III<sup>e</sup> République, leur principale mobilisation concerne l'opposition au travail de nuit, point nodal de la syndicalisation des ouvriers boulangers. Car au-delà du temps de travail et de sa quantité, ce sont également ses modalités, sa qualité, qui ont historiquement été au cœur des aspirations des mouvements ouvriers. En pleine période dite «libérale» du Second Empire, la Société de secours mutuels des ouvriers boulangers de la Seine, organisation «approuvée» par le régime

ministre du Travail. Alors que les prestations sociales représentent près d'un tiers du PIB (900 milliards d'euros en 2023), des menaces plus ou moins nouvelles sont invoquées, comme le vieillissement de la population, la menace russe ou la guerre commerciale. D'où l'emphase de François Bayrou, le Premier ministre, le 15 avril, dé-

clarant que «pour garantir la survie» du modèle social, il faut «accepter des évolutions et même des révolutions». Qu'est-ce à dire? Se mettent à planer, ici ou là, des idées selon lesquelles la meilleure manière de sauver le système serait, *in fine*, de le détricoter. Paradoxe exemplaire: une partie du patronat et quelques respon-

Suite page 4

impérial qui plaça à sa tête un docteur étranger au monde boulangier, domine la profession et favorise les patrons de boulangeries. Mais en décembre 1869, quelques mois avant la chute de Napoléon III, est fondée la Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Paris. Elle se donne pour objectif la suppression des bureaux de placement privés – intermédiaires lucratifs entre les patrons et ouvriers

boulangers fonctionnant une partie du salaire de ces derniers en échange de leur placement auprès des premiers – mais aussi et surtout la suppression du travail de nuit. Le travail au fournil, avant la mécanisation de la production et la généralisation de la levure chimique en France à partir de 1872, était non seulement exigeant physiquement, avec le pétrissage, la chaleur du four, les espaces exigus de travail, mais aussi socialement exécutant. En effet, le labeur nocturne représentait pour les mitrons un frein à leur vie familiale, amicale et politique, les coupant des moments de socialité de la majorité de la population. Effectué entre 22 heures et 7 heures à Paris, éreintant et ségrégatif, il était assimilé à de la torture par les ouvriers boulangers qui le subissaient.

Cette revendication à un droit au travail diurne exprimée par les mitrons de la capitale reçoit alors le soutien actif de la branche parisienne de l'Association internationale des travailleurs (AIT ou Première Internationale), au premier chef des figures de proue que sont Eugène Varlin, ouvrier relieur, et Léo Frankel, ouvrier orfèvre, futurs membres du Conseil de la Commune. Cet appui se révèle déterminant: le 20 avril 1871, la Commune décrète, grâce à leur intervention à l'assemblée communale, la fin du travail de nuit dans les boulangeries. Contesté par les patrons boulangers et par certains élus communards, le décret n'entre en vigueur que durant la nuit du 3 au 4 mai, et

ne sera effectif qu'un peu plus de deux semaines, durant lesquelles on vend le pain de la veille. La mesure succombera elle aussi à l'investissement de la ville par les troupes versaillaises et au nouveau régime issu de cette répression sanglante. Le décret semble néanmoins avoir été relativement bien respecté par les patrons et leurs ouvriers, malgré quelques contrevenants avertis puis punis par les autorités communardes. Idem pour la population, qui privilégie le bien-être des travailleurs plutôt que la disponibilité d'un pain frais à l'ouverture des boulangeries. Cette mesure sera même citée par Marx, dans la célèbre interprétation qu'il fait de la Commune dans sa *Guerre civile en France*, comme indicateur de «la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple».

## Le travail digne

Les mitrons n'abandonnent pas pour autant cette lutte contre le travail nocturne. Ils se réorganisent en syndicat dès 1872 sous l'étroite surveillance de la police parisienne. Il faut toutefois attendre plus de quarante-cinq ans pour que leur demande soit entendue et que le travail de nuit soit à nouveau supprimé par le second gouvernement Clemenceau en mars 1919, un mois avant l'instauration du 1<sup>er</sup> Mai comme journée chômée. Cette loi sera aménagée sous Vichy puis abrogée. Aujourd'hui, l'ouvrier qui travaille de nuit, lorsque c'est nécessaire, bénéficie entre autres droits d'une majoration de son salaire horaire. Le maintien de la journée fériée du 1<sup>er</sup> Mai, s'il renvoie à une volonté de réduire le temps de travail à salaire constant sur l'année, fait aussi écho à cette lutte historique des mitrons pour une autre organisation de la journée de labeur qui respecterait leur santé physique, mentale et sociale. La lutte pour la réduction du temps de travail, constitutive des mouvements ouvriers, s'accompagne aussi de la revendication à un travail digne, qui ne met pas au ban de la société ceux et celles qui l'exercent. Le travail digne passe par sa réduction, mais aussi par sa circonscription à des moments choisis, dont peuvent être exclus le dimanche, la nuit, mais aussi le 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs. Reste à savoir si les mitrons et les mitronnes se mobiliseront, et s'ils seront soutenus. ■

Par  
**ÉTIENNE HUDON**



Doctorant en histoire,  
université du Québec à  
Montréal-université Paris Cité

**Suite de la page 3** sables politiques, comme le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, assurent qu'il faudrait introduire «un pilier de capitalisation» dans les régimes de retraite... pour mieux préserver la répartition. Pourtant, au cours des trois dernières décennies, la protection sociale a déjà été méthodiquement rétrécie. Retraites non plus indexées sur les salaires mais sur l'inflation depuis 1993; allongements successifs de la durée de cotisation (2003, 2013), doublés de deux reports de l'âge légal d'ouverture des droits (2010, 2023); droits au chômage ratibosés depuis six ans; indemnités des arrêts maladie réduites dans le dernier budget... Malgré tout, dieu sait qu'il reste «généreux», ce modèle, nous dit-on. Et si le «trop» n'est jamais mis devant -hormis par des libéraux assumés - il plane toujours quelque part.

Ainsi, le gouvernement se pose à nouveau la question d'une désindexation des pensions (projet du gouvernement Barnier, tombé à l'eau pour cause de censure), ou d'une suppression de l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités. Pourquoi pas, aussi, remettre à plat la tuyauterie par laquelle passe le financement de la protection sociale. Au sein de la délégation paritaire (le «conclave») lancée par François Bayrou pour -initialement- permettre aux acteurs sociaux de rediscuter la réforme des retraites de 2023, deux réunions ont été consacrées au financement de la protection sociale et à la capitalisation. Rien de concret n'en est ressorti, mais le gouvernement voit d'un bon œil que syndicats et patronat s'y penchent. Le 10 février sur Sud Radio, Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics, résumait ainsi l'enjeu: «On a créé en 1945 la Sécurité sociale en disant que c'est ceux qui travaillent qui financent les retraités et les gens malades. On voit qu'aujourd'hui, ça crée un problème de compétitivité et de pouvoir d'achat.»

#### TERRAIN DE FOOT

Nous y voilà: le problème, au fond, serait (toujours) le «coût du travail». «C'est tout le sujet du salaire brut et du salaire net, et c'est cette question qu'il faut ouvrir», disait Catherine Vautrin sur RTL le 25 mars. «Il n'est pas question de "sacrifier" le modèle social», voulait parallèlement rassurer Astrid Panosyan-Bouvet dans *le Monde*, «mais de l'améliorer, en plaçant le travail au centre». François Bayrou a insisté le 15 avril: la France accuse un retard de 100 heures de travail annuelles par habitant vis-à-vis de son voisin allemand. Aussi, certains à droite rêvent-ils de repartir au combat contre les 35 heures et les jours fériés. D'autres, plus malins, comprennent qu'il ne faut pas trop tirer sur la corde alors que les salariés à temps plein accomplissent déjà un temps de travail hebdomadaire largement dans les normes européennes. L'enjeu, expliquent-ils, est donc de mettre en emploi ceux qui n'y sont pas. Les tenants de ce discours ont pris une place considérable dans le débat public ces derniers mois,

à l'image de Denis Olivennes, patron d'entreprises (dont la holding qui possède *Libération*), qui a fait la tournée des plateaux pour son livre *La France doit travailler plus... et les Français être mieux payés* (Albin Michel). Avec un certain succès. Ainsi, lorsque la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, explique dans des interviews que si l'on était sur un terrain de foot, la France jouerait à huit contre une Allemagne à onze, du fait de la différence des taux d'emploi entre les deux pays, l'analogie est directement tirée du bouquin d'Olivennes. Que faire? Ces dernières semaines, une publication du Conseil d'analyse économique (CAE), rattaché à Matignon, a fait grand bruit. L'étude, qui s'intéresse à l'«objectif plein-emploi», souligne que «la France n'a pas de problème de sous-emploi aux âges intermédiaires, entre 30 et 54 ans». Mais que chez les jeunes (16-29 ans), «les taux d'emploi [...] restent de 10 à 12 points inférieurs à ceux des autres pays.» La faute à une insertion professionnelle défaillante, qui laisse les concernés végéter jusqu'à deux ans après la fin de leurs études. Les subventions massives versées à l'apprentissage ces dernières années ont certes multiplié le nombre de contrats, mais aussi les effets d'au-baïne d'entreprises qui ont recouru à cette main-d'œuvre presque gratuite «en passant à côté du chômage des jeunes peu qualifiés», relève l'économiste Michaël Zemmour. Le gouvernement en a pris acte: mercredi, Astrid Panosyan-Bouvet a présenté des mesures visant à mieux cibler les dépenses, et à économiser près de 500 millions d'euros. Quant aux seniors, leur taux d'emploi progresse «naturellement» avec l'allongement des carrières imposé par les réformes des retraites. Seulement, comme le rappelait la Cour des comptes dans son rapport du mois d'avril, «les personnes qui étaient en emploi à l'approche de la soixantaine le sont restées, mais ce recul de l'âge légal peut également se transformer en une augmentation du nombre de personnes ni en emploi ni en retraite». Les plus touchés étant les moins qualifiés et ceux et celles souffrant de problèmes de santé. Et une étude de l'Unédic a récemment montré qu'à compter de 56 ans, le retour à l'emploi durable devient de plus en plus compliqué.

Le problème, souligne Michaël Zemmour, c'est que cette focalisation sur le taux d'emploi «passe par pertes et profits la question de savoir si c'est un emploi de qualité». Le CAE l'écrit d'ailleurs: «*In fine, travailler a un coût. Ajouter plus de travail dans l'économie pour augmenter le PIB n'est donc pas très utile du point de vue du bien-être.*» Là réside l'angle mort des discours actuels, sur lesquels syndicats tentent d'attirer l'attention sans succès. Pourquoi se lève-t-on le matin, ou pour certains au milieu de la nuit, pour passer huit heures à son poste? Comment faire du travail un moteur d'épanouissement, au moment où la CFDT publie un «baromètre» selon lequel 40% des salariés n'y trouvent pas leur compte? Ne faut-il pas

questionner les modèles managériaux français, dont d'abondantes études ont démontré la nuisance du fait de leur verticalité?

#### RÉFLEXION COLLECTIVE

La montée en puissance de certaines exigences liées aux rémunérations et au confort de vie, ces dernières années, aurait pu être l'occasion d'y réfléchir collectivement, surtout dans une période de baisse du chômage. Emmanuel Macron et ses gouvernements ont au contraire choisi d'accentuer la pression sur les chômeurs, en précarisant davantage ces derniers mais sans améliorer la qualité de leurs emplois. Depuis, la courbe du chômage s'est (ré)inversée, et l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) de Sciences-Po Paris voit le taux remonter à 8% d'ici la fin de l'année. Retour donc aux vieilles ruminations sur le modèle social et le «coût du travail», tandis qu'à Narbonne (*lire page 16*), Marine Le Pen est revenue jeudi aux fondamentaux de l'extrême droite en accusant «l'immigration massive» de «déstabiliser le marché du travail». C'est pourtant sur le contenu du travail qu'il faudrait, un jour, «travailler plus». ▶

(1) Selon le président de la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie.



## A Paris: «Les actionnaires touchent beaucoup d'argent sans rien foutre»

**Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans la capitale, et au moins 150 000 en France, pour le 1er Mai. L'occasion de questionner les injonctions à travailler toujours plus.**

C a tape sur les crânes place d'Italie, jeudi après-midi dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sous ce drôle de soleil de mai, camions syndicaux et collectifs de toutes les causes se préparent pour la traditionnelle marche du 1<sup>er</sup> Mai. En tête de cortège, les numéros 1 de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de FO répondent aux caméras, en rappelant que l'abrogation de la dernière réforme des retraites figure en tête de leurs revendications - Sophie Binet annonce d'ailleurs une journée de mobilisation nationale le 5 juin. A quelques mètres de là, au milieu des manifestants qui s'apprêtent à se mettre en marche, Brigitte Du-jardin patiente sur le banc d'un arrêt de bus. Face au refrain, chantonné notamment par François Bayrou, selon lequel les Français devraient travailler plus pour sauver le système social, cette militante de 78 ans habituée des 1<sup>er</sup> Mai fait «partie de ceux qui pensent qu'il faut faire payer les plus riches». Elle critique la réforme du revenu de solidarité active (RSA) qui doit imposer quinze heures d'activité hebdomadaires aux bénéficiaires. Et ajoute: «Les actionnaires touchent beaucoup d'argent sans rien foutre.»

Cette ancienne travailleuse dans le social, militante du mouvement des femmes, se souvient, «il y a très longtemps, [avoir] pris un trois-quarts-temps pour

que quelqu'un d'autre ait un emploi». «Il est important de partager le travail», estime-t-elle. Une vision à laquelle souscrivent de nombreux manifestants venus défiler. Dans la foule, Clémentine, lunettes de soleil et casquette sur la tête, brandit une pancarte: «Travailler moins pour être heureux-se». La jeune femme y voit plusieurs intérêts. D'abord, mathématique. «Pour que tout le monde puisse travailler, il faut travailler moins», analyse-t-elle. Elle est venue avec son amie Yolène. Les deux géographes de formation travaillent ensemble dans des métiers pour lesquels elles ont étudié. «Chanceuses», en somme. «Mais il y a nous et il y a tous les autres», estime Yolène. «Tous les métiers ne sont pas très enrichissants et valorisants, moins on les travaille mieux on se porte», commente Clémentine. Surtout, «il faut avoir du temps pour tout le reste: être curieux, se balader, rencontrer les autres, avoir des enfants». «Pour vivre, quoi», résume Yolène. Mais aussi pour s'engager, dans l'associatif par exemple qui repose en grande partie sur le bénévolat. «Il faudrait qu'on ait le temps de travailler gratuitement», analyse Clémentine. Presque un paradoxe.

**«Coup de gueule».** Dans la chaleur de l'après-midi, les tee-shirts, chapeaux et casquettes se font de plus en plus nombreux. «Salaires légers, chars lourds», peut-on lire sur une pancarte. Même si la mobilisation s'annonçait plutôt modérée, le cortège grossit et s'ambiance. Avec un contrepoint du côté du stand du Parti socialiste, chahuté par plusieurs manifestants, occasionnant quatre blessés selon la police. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Boris Vallaud, a promis de saisir la justice, tandis que le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau,



Jeudi à Paris, dans le cortège du 1<sup>er</sup> Mai entre la place d'Italie et celle de la Nation.  
PHOTOS CYRIL ZANNETTACCI. VU

a assuré sur X de son «soutien» les militants «agressés». En tout, 100 000 personnes ont répondu présent à Paris, et 300 000 en France selon la CGT. L'Intérieur en a compté 32 000 dans la capitale, 157 000 dans le pays.

A Paris, Paloma est venue avec un groupe d'amis et sa fille Lola, 7 ans, pour «la sensibiliser et lui rappeler que même si on a la chance d'habiter en France, on a le droit de pousser un coup de gueule». La petite fille, qui hésite pour l'avenir entre maîtresse, astronaute et vétérinaire, a retenu la leçon : «On ne travaille pas dans de bonnes conditions, donc on fait une manifestation où on ne travaille pas.» «Je veux profiter de la vie. Pour moi, travailler c'est juste pour subvenir à nos besoins», développe la mère. Un groupe d'amis, tous «travailleurs et syndiqués» dans différentes organisations, sont aussi venus en famille. Distiller l'idée qu'il faut travailler plus conduit à «dé-sensibiliser» les Français sur d'autres sujets, comme autoriser le travail le 1<sup>er</sup> Mai, analyse Hugo, 38 ans, consultant, son fils de 5 ans sur les épaules. «Le problème, c'est pas le travail, ce sont les conditions», ajoute Clément, salarié à la Banque de France.

**«Déjà exploités».** Un peu plus loin, un drapeau breton s'agit au-dessus du cortège. On questionne le porteur du fameux étendard. Sous les mouchetures d'hermines, Thierry, 25 ans, agent d'entretien de la nature, «de gauche», fait tous les 1<sup>er</sup> Mai depuis trois ans. Pour lui, c'est clair, dire que les Français ne travaillent pas assez, «c'est des conneries». «Mes parents ont toujours bossé plus que les 35 heures, moi aussi», explique-t-il. A ses côtés, Flo, 20 ans, vient de rentrer dans le monde du travail comme prestataire à la SNCF. «Les gens sont déjà exploités, certains en train de cumuler plusieurs jobs», constate-t-elle. «Il faut essayer de faire en sorte que le milieu professionnel reste le plus sain possible pour tout le monde», revendique la jeune femme. Y compris les travailleurs sans papiers dont les collectifs sont présents, comme habituellement, dans le cortège. Daby Gandega, 38 ans, travailleur dans une fonderie du nord de la France, est venu avec la CGT. Il n'ose pas trop s'étendre en français, mais le message est clair : «On travaille quand même plus, et on n'a pas de papier.» Alors, à quoi bon ?

EMMA DONADA

## Pour Fabien Roussel, «le parti pris du travail» c'est la santé?

Vaincu aux dernières législatives, le chef du PCF repart au front médiatique avec un livre-programme qui, espère-t-il, lui redonnera de l'élan.

Depuis plusieurs mois, Fabien Roussel revit. Après un coup de mou pour cause de défaite au premier tour des législatives de juin, l'ancien député s'épanouit désormais dans une nouvelle fonction : celle de maire de Saint-Amand-les-Eaux. «C'est passionnant, affirmait-il, enthousiaste, en mars. Les discussions que j'ai avec les gens sont très différentes de celles que je peux avoir dans le microcosme à Paris.» La municipalité du Nord est aujourd'hui, pour le secrétaire national du Parti communiste, une tour d'observation nécessaire afin de prendre le pouls des préoccupations de ses administrés. Et ainsi nourrir sa réflexion politique. Car Roussel n'a pas l'intention de ne se consacrer qu'au local : le

chef du PCF entend toujours peser à gauche.

La preuve, l'ex-parlementaire a sorti un nouveau livre, *le Parti pris du travail* (éd. du Cherche-midi). Une sorte de livre-programme comprenant un tas de propositions allant de «mobiliser l'argent de l'épargne pour l'emploi plutôt que pour la spéculation» à «investir dans la diplomatie plutôt que dans le surarmement».

**«Gros mot».** Mais tout au long de l'ouvrage, Roussel appelle surtout la gauche à s'emparer de la «valeur travail» qu'elle a, selon lui, abandonnée. «Elle doit [...] redevenir le parti du travail et des travailleurs. Ce qu'elle était à l'origine. Or, aujourd'hui, elle n'apparaît plus, aux yeux de [leur] classe [...], comme porteuse de ses attentes et de ses intérêts. Elle donne même le sentiment de lui tourner le dos», écrit le maire de Saint-Amand, qui estime qu'elle s'est perdue dans des «débats sociaux». Mais «il ne suffira pas à la gauche de proclamer, comme le fit Pierre Mauroy lors de la présidentielle de 2002, que le mot "ouvrier" n'est pas un gros mot».

Pour y arriver, Fabien Roussel appelle à investir massivement pour sauvegarder les emplois et la réindustrialisation. «C'est par ce chemin que nous arriverons à relever les grands défis de notre pays, à éradiquer la pauvreté et le chômage, et que nous réussirons à faire face aux bouleversements du monde», explique-t-il dans son livre.

Dans le prolongement de son discours prononcé à la Fête de l'Huma en septembre 2022 dans lequel il avait fustigé «la gauche des allocs», le secrétaire national du PCF suggère la suppression du Revenu de solidarité active (RSA). «J'assimile le RSA à une politique de reniement, à une France qui refuse de garantir à chacun un emploi avec un bon salaire», justifie-t-il en prenant soin de préciser qu'il n'accuse pas ses bénéficiaires mais «le système qui les maintient en situation d'exclusion». «Je préfère que la France mette toute son énergie, ses richesses, à garantir un emploi, une formation en échange d'un salaire, participant ainsi au financement de la protection sociale, plutôt que d'accepter que des concitoyens perçoivent une

somme modeste, sans activité professionnelle et parfois durant toute leur vie», insiste le communiste. Roussel suggère de remplacer la prestation par «une sécurité sociale de l'emploi et de la formation». «Cette nouvelle branche garantira à chaque personne l'accès à une formation, assortie d'un revenu correspondant à ses compétences, son ancienneté et donc son niveau de vie», explique-t-il. Ensuite, «l'Etat et les entreprises devront s'engager à proposer un emploi à ceux qui sortiront de leur formation».

**Visibilité.** Dans la carrière d'un homme politique aux ambitions nationales, la sortie d'un livre est toujours une étape importante puisqu'au-delà d'adresser des messages, elle est souvent suivie d'une tournée médiatique pour en faire la promotion. *C à vous*, *C ce soir*, *les Quatre Vérités* de France 2, la matinale de France Inter... Ces derniers jours, Fabien Roussel a multiplié les passages radio et télé. Une visibilité qui pourrait s'avérer utile pour un chef de parti qui n'a jamais exclu une seconde candidature à la présidentielle après celle de 2022 (2,28%). «Je ne suis pas moins candidat qu'un autre. [...] Si demain nous devions incarner une candidature pour rassembler la gauche, les communistes seraient prêts à le faire. Je ne me défausserai pas», a-t-il expliqué au *Dauphiné libéré* mercredi.

Pour la tête de liste du PCF aux dernières européennes, Léon Deffontaines, l'ancien député est même «le mieux placé» pour porter la candidature «du rassemblement pour le travail». «Il ne se ferme aucune porte, au contraire il se les ouvre comme le montre la sortie de son livre», croit savoir le jeune communiste. Ce qui n'a pas non plus échappé à l'insoumis Manuel Bompard. «J'imagine que s'il sort un livre, ce n'est pas pour rester maire de Saint-Amand-les-Eaux», souffle le coordinateur du mouvement melenchoniste. Lequel ajoute, en allusion à sa candidature de 2022 qui, selon LFI, a empêché à Jean-Luc Mélenchon de se qualifier au second tour : «Il n'a visiblement pas appris de ses erreurs du passé.»

SACHA NELKEN

# ÉDITOS /

## Faire payer les détenus pour leur détention, une proposition indigne et populiste de Gérald Darmanin

Par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**  
Chroniqueur politique

Il faut reconnaître à Gérald Darmanin un talent certain pour faire parler de lui. Depuis qu'il est ministre de la Justice, un poste qui, sur le papier, offre une moindre surface médiatique que celui de ministre de l'Intérieur qu'il occupait précédemment, l'ancien Sarkoboy fait tout ce qu'il peut pour rester sur le devant de la scène médiatique. Sa dernière trouvaille, qu'il a dégainée lundi soir au 20 heures de TF1 et qui fait évidemment causer : remettre en place des «*frais de détention*» plus de vingt ans après leur suppression en 2003.

Le ministre de la Justice a présenté cette mesure comme une façon de faire contribuer les prisonniers au coût pour l'Etat des lieux de détention (4 milliards d'euros par an), et il a promis aux agents pénitentiaires – c'est malin alors que les menaces les visant et les attaques contre plusieurs prisons font l'actualité – qu'elle servirait à financer l'amélioration de leurs conditions de travail – ce qui effectivement ne serait pas du luxe. Mais derrière le vernis pragmatique

de cette proposition qui a toutes les chances de (com)plaire à l'opinion, il y a de quoi être choqué. Pour Darmanin, même s'il évoque une contribution «symbolique mais importante», l'enjeu est bien davantage politique que financier. Au regard des sommes en jeu, on peut y voir au mieux un symbole – au fond assez indigne, on va y venir – mais surtout un gadget au service de son ambition. Deux propositions de loi, l'une déposée le 11 mars par un député UDI et l'autre portée, de longue date, par un député LR, vont mettre ce sujet, qui nécessite d'en passer par la loi, à l'agenda parlementaire.

Faire payer les détenus pour les frais que leur détention occasionne, voilà qui fleure le bon sens près de chez vous. Mais l'odeur qui s'en dégage est au fond assez nauséabonde. Cette contribution était prévue par l'article D112 du code de procédure pénale, abrogé sous la présidence de Jacques Chirac. A l'époque, ces «frais d'entretien» étaient de 45 euros par mois. Cette contribution était payée par

les seuls détenus qui travaillaient, donc une minorité d'entre eux. Voilà qui est par nature très inégalitaire et qui constitue symboliquement une forme de «contre-incitation au travail» pour les détenus, comme l'a souligné l'ancien sénateur qui fut à l'origine de l'abrogation de cette contribution. Tout en laissant ce choix aux députés, Gérald Darmanin compte lui ponctionner tous les détenus solvables – seul un tiers a une activité, sous-payée mais rémunérée, a rappelé l'Observatoire international des prisons – et qui ne sont pas en détention provisoire.

Voilà, en tout cas, qui risque de précariser encore un peu plus nombre de détenus, eux qui doivent déjà payer pour avoir la télévision (c'est normal) ou un réfrigérateur, mais aussi pour avoir droit à de la nourriture en dehors des deux repas qui leur sont servis. Renforcer leur paupérisation ne risque pas d'aider à leur réinsertion et pour certains, cela peut aussi venir grever leur capacité à indemniser les victimes.

Quand on connaît l'état de la plupart de nos prisons, il est en outre pour le moins indécent de mettre sur la table l'idée de faire payer les détenus. Le prédécesseur de Gérald Darmanin place Beauvau, l'ancien avocat Eric Dupond-Moretti, l'a d'ailleurs dit sans détour. «*Qu'est-ce qu'on va faire payer? Les rats qui courrent dans les coursives? Dans les cellules? Les matelas qui sont au sol?*» a-t-il interrogé sur RTL.

On le sait, la surpopulation carcérale, déjà une réalité en 2003 avec environ 60 000 détenus pour une capacité d'accueil autour de 48 000 places, n'a fait qu'empirer ces deux dernières décennies : au 1<sup>er</sup> avril, on comptait 82 000 détenus pour 62 000 places. On est donc passés de 12 000 places manquantes à 20 000, ce qui occasionne dans bien des établissements des conditions de détention toujours plus indignes : la densité carcérale globale est de 131,7% et dans certains endroits on dépasse les 200%. A ce titre, la France a été condamnée plus d'une fois par la Cour européenne des droits de l'homme. Au milieu de ce concert de critiques, comment ne pas noter la réaction du député Rassemblement national Jean-Philippe Tangy, qui a affirmé ne «pas bouder son plaisir» en observant le ministre de la Justice défendre cette mesure portée depuis des années par l'extrême droite (et la droite extrême)? ◀

## Liquidation de Jennyfer: merci pour ces vêtements

Par **KIM HULLOT-GUIOT**  
Journaliste au service Modes de vie

Il y a des actualités qui filent, plus que d'autres, un coup de vieux. Mercredi, c'est en apprenant la mise en liquidation judiciaire de l'enseigne de fringues pour filles Jennyfer qu'on a soudain pris la mesure des années qui passent. Et que l'on s'est retrouvé en proie à un sentiment paradoxal : jamais on ne qualifierait les sapes de la marque de prêt-à-porter bon marché de vraiment jolies et encore moins élégantes, jamais on ne songerait à porter celles qu'on avait achetées, adolescente, dans les années 2000, et pourtant, l'annonce de sa liquidation nous a presque attristée. C'est un peu comme apprendre la mort d'un acteur que l'on a aimé dans sa jeunesse, ou d'une chanteuse écoutée en boucle dans nos Discman. Cela marque la fin de quelque chose.

Jennyfer, avec son nom et son orthographe caractéristiques de la mode des années 1990-2000 (la marque a été créée en 1985, en plein dans la période où les prénoms à consonance américaine ont été le plus donnés en France), est pour nous indissociable de l'image du centre commercial périurbain. Lieu où l'ado que l'on était n'avait pas grand-chose d'autre à faire que de traîner, entre le collège, les visites chez les copines et les activités

périscolaires. Dans ce centre commercial de l'Essonne, il y avait un McDo, avec ses menus à petit prix, un Jennyfer mais pas encore de H&M – l'enseigne suédoise n'est arrivée à Paris qu'en 1998 et qu'il lui a bien fallu dix ans pour débarquer dans notre petite banlieue. Quand les mères se rendaient plutôt chez Promod, Camaïeu ou Jacqueline Riu, les ados n'avaient donc guère d'autre option que Jennyfer... A moins de trouver le moyen d'aller dans un plus grand centre commercial, ce qui était une autre paire de manches.

Surtout, c'est là qu'on a fait nos premiers (très mauvais) choix vestimentaires. C'est là qu'on pouvait, entre copines, s'y procurer à peu de frais les fringues qu'on n'aurait pas forcément achetées avec nos parents. Les collections de Jennyfer s'inscrivaient tout à fait dans les codes du moment. Ah! Le haut façon corsage avec des fausses dentelles et des rubans! Ah! Les hauts motifs papillon que Loana n'aurait pas reniés! Ah! Les pantalons en stretch, pattes d'eph ou non, aux couleurs criardes! On se rappelle en particulier d'un string dont on a aujourd'hui un affreux souvenir, façon ficelle à motifs asiatiques blanc et noir, mais qui nous a donné l'impression à l'époque qu'il était comme

un symbole de notre indépendance grandissante – c'était notre tout premier.

De la même manière qu'Yves Rocher a été témoin de nos errances make-up (non, ce n'est pas parce qu'une couleur semble jolie dans la boutique qu'il faut s'en peinturlurer le visage, oui, c'est à toi qu'on parle, cher tube de rouge à lèvres marronasse), Jennyfer a été celui de nos tentatives stylistiques vestimentaires plus qu'approximatives. Certes, la qualité des fringues était moyenne, certes les tissus moulants pleins d'élasthanne faisaient parfois transpirer, mais comment aurait-on pu savoir sans cela que les pantalons rouges ça déteint, que les hauts blancs c'est parfois transparent, et que les fanfreluches ne tiennent que rarement après quelques passages en machine ?

Comment aurait-on pu savoir qu'une fringue a beau être portée par une chanteuse à la télé, ce n'est pas pour autant qu'elle nous va, à nous ? Jennyfer, on doit bien l'avouer : dès qu'on a un peu grandi, on t'a reniée sans se retourner, et à l'époque, on n'avait même pas l'excuse de connaître le désastre écologique que représente l'industrie de la fast-fashion. Mais tout de même, pour ce goût d'indépendance qu'ils nous ont donné, merci pour ces vêtements. ◀

# La dangereuse comédie de la «guerre civile»

Par **THOMAS LEGRAND**  
Chroniqueur politique

Oui, il fallait, mardi après-midi en ouverture de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, que les députés fassent une minute de silence en hommage à Aboubakar Cissé, tué de plusieurs dizaines de coups de couteau le 25 avril dans une mosquée du Gard. La droite et l'extrême droite ne se sont pas associées à cette initiative tardive et prise, sous la pression de la gauche, par Yaël Braun-Pivet. Il fallait cette minute de recueillement parce qu'il y en a eu tant d'autres avant, pour tant d'autres victimes d'assassinats. Avant cela, oui, il aurait fallu que le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur se précipitent sur le lieu du drame avant même que l'on sache quoi que ce soit des détails de l'affaire. Il le fallait parce qu'ils l'ont tant fait pour d'autres drames qu'à force d'instrumentalisation, de récupération, d'annonces in situ, de toujours plus de mesures de fermeté et de surveillances, l'exécutif et l'ensemble des responsables politiques sont entraînés dans une frénésie de réactionnismes aiguës et continues. Ce n'était certainement pas à l'occasion d'un meurtre comme celui de mardi qu'ils devaient redevenir raisonnables, se calmer, attendre que l'on sache le mobile du meurtre avec certitude, sous peine de pratiquer le fameux «deux poids-deux mesures». Et c'est ce qui s'est passé. Leur retard à l'allumage a révélé leur désarroi devant une actualité qui n'allait pas, au moins pour le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, dans le sens du récit utile à leur carrière, celui d'un islam plus coupable que victime. Paradoxe navrant, il fallait faire tous ces gestes et en même temps ces gestes sont les signes d'une société politique et médiatique shoo-tée à l'émotion manipulatoire. Parce que, non, nous ne sommes pas au bord de la guerre civile. Certes, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie s'expriment plus, et parfois de façon criminelle, qu'avant. Qu'avant la vague d'attentats de 2015, qu'avant les attaques terroristes du 7 octobre 2023, qu'avant les crimes de guerre à Gaza, qu'avant l'offensive

culturelle islamiste en France, qu'avant le vent populiste mondial et la libération de la parole raciste, qu'avant la bollarisation. Mais aussi qu'avant le Covid, qu'avant la ghettoïsation de certaines parties de nos agglomérations, qu'avant la dégradation de l'encaissement scolaire, qu'avant la panne de l'ascenseur social... Et pourtant, la société tient mieux que ses élites et ceux qui sont censés la représenter. Mieux que le spectacle d'une France cataclysmique, apocalyptique, à feu et à sang qu'en donnent les noircisseurs quotidiens de droite, d'extrême droite et leur relais médiatiques. Le fond de l'air est, certes, à l'intolérance, à la crispation, à la polarisation. Mais la vie quotidienne des Français est et sera plus affectée par la survie ou non de son système social, l'état de ses libertés publiques et de sa vie démocratique, les conditions climatiques de la planète que par le risque d'une «guerre civile» sur des bases identitaires. Celle-ci ne peut venir que de ceux qui la souhaitent et la surjouent.

Il faut donc en finir avec ces postures symboliques déplacées, mêlant autoritarisme vengeur et compassions pleurnichardes, cette obligation d'être «sur les lieux du drame» (c'est-à-dire devant les caméras qui sont sur les lieux du drame), en finir avec la course à la minute de silence-réflexe, avec ces coups de colères ou ces larmes mélancholiennes façon Actors Studio, avec cette soudaine imposture de «premiers défenseurs des juifs» interprétée par le Rassemblement national, ces tentatives incessantes d'importer ici le conflit israélo-palestinien pour des questions de communautarisme électoral juif ou musulman.

Au fond, quand un assassinat raciste survient, les petites guerres culturelles de chacun, les compétitions politiques et médiatiques (prendre la tête de LR, ou conquérir le vote des banlieues, consolider son auditoire de chaîne d'infos) transforment les nécessaires moments de compassion collective et nationale en concours victimaire et autoritaire. Autoritarisme et victimisation, voilà le couple infernal, le duo vedette de la dangereuse comédie de la guerre civile. ◀

**Libération**  
**ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !**



**Offre intégrale  
34,90€ par mois**

au lieu de 76,60€  
prix de vente  
au numéro

- Le journal papier livré chez vous
- L'accès à tous les contenus du site et de l'application

Abonnez-vous ici



ou par téléphone  
au 01 55 56 71 40  
du lundi au vendredi  
de 9H à 18H

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération,  
Service abonnement, 45 Avenue du Général Leclerc,  
60643 CHANTILLY CEDEX. Offre réservée aux particuliers.

#### Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi par portage \* + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement \* \_\_\_\_\_

**Règlement par carte bancaire 34,90€ par mois** (au lieu de 76,70€, prix de vente au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

\_\_\_\_\_ Expire le \_\_\_\_\_ mois \_\_\_\_\_ année

**Règlement par prélèvement SEPA.**

Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

BIC \_\_\_\_\_

Signature obligatoire :

**Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par chèque de 384€ pour un an d'abonnement (au lieu de 920,40€, prix au numéro).

(1) La date de début d'abonnement peut varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Nous tâcherons de nous rapprocher le plus possible de la date souhaitée.  
Offre pour les particuliers valable jusqu'au 31/12/2025 pour un abonnement en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.  
Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un mail à données-personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur https://www.liberation.fr/cgv/



A Garbovi, dans le district de Ialomița, mardi, où les habitants ont voté à 31 % pour Calin Georgescu au premier tour de la présidentielle en novembre.

Par  
**NELLY DIDELOT**  
 Envoyée spéciale en Roumanie  
 Photos  
**ANDREEA CAMPEANU**

D evant les mairies roumaines, les panneaux de contreplaqué dressés pour accueillir les affiches électorales à quelques jours de la présidentielle semblent tous un peu clairsemés. Autour des photos des quelques favoris scotchéées bien droites figure toujours un vide, une ombre. Celle du grand absent dont le nom est sur toutes les lèvres. Pour de nombreux Roumains, leur pays devrait déjà avoir un président et il devrait s'appeler Calin Georgescu.

Lors du premier tour de l'élection présidentielle en novembre, cet inconnu au discours ultranationaliste, eurosceptique et pro russe était arrivé en tête avec 23 %. A la surprise générale et sur fond de manipulation des réseaux sociaux, probablement orchestrée avec l'aide de Moscou. Depuis, l'élection a été annulée et décalée à dimanche. Calin Georgescu, mis en examen pour six chefs d'accusation, a été interdit d'y participer par la Commission électorale. Mais à la suite de sa victoire de novembre, le vote d'extrême droite s'est infiltré partout, jusqu'aux endroits où on ne l'attendait pas. George Simion, l'autre leader nationaliste, plus installé dans le paysage politique, est donné largement en tête des

# Présidentielle En Roumanie, l'extrême droite surfe sur la haine du «système»

Après l'annulation du premier tour de l'élection en novembre, décalée à dimanche, l'aura du souverainiste Calin Georgescu, interdit cette fois-ci de se présenter, n'a fait que croître. Une situation qui profite à George Simion, autre leader nationaliste, en tête des sondages.

REPORTAGE

sondages, avec 30 % des intentions de vote.

A Dragalina, petite commune proprette de 7000 habitants qui émerge de la plaine agricole du sud-est roumain, Calin Georgescu et George Simion ont récolté à eux deux plus de 53 % des voix au premier tour de novembre. Dumitru Petre, 74 ans, a voté pour le premier cet automne et s'apprête à choisir le second ce printemps. «Georgescu avait l'air plus intelligent que les autres, il parlait bien et il a promis plus d'argent pour les agriculteurs», explique simplement l'ancien fermier devenu agent de sécurité à la mairie. Il n'avait jamais pensé à voter pour Simion et son parti AUR, qui prône un discours souverainiste, anti-LGBT et eurosceptique, mais le soutien affiché par l'ancien hooligan à Georgescu a suffi à le convaincre. «Je ne connais pas bien le reste de son programme», reconnaît le vieil homme, sans trop s'en soucier.

## DISCOURS INAUDIBLES

Ana Maria Samuel, 26 ans, n'a pas voté en novembre. «J'étais un peu sceptique sur Georgescu à l'époque et je ne m'intéressais pas à la politique. Aujourd'hui, je me sens coupable de ne pas avoir voté pour lui, mais l'annulation de l'élection m'a convaincue qu'il fallait se battre», explique la jeune femme sur le chemin du retour de l'épicerie avec son petit garçon. Pourquoi soutient-elle Georgescu ? «Il veut changer les choses en bien, monter les salaires,

baisser les impôts», entame vaguement la mère de famille. Elle hausse les épaules, ne sait plus trop ce qu'il a promis, mais est sûre d'une chose: «Tout ce dont on l'accuse, comme être antieuropéen ou pro russe, c'est juste des mensonges de la télé et du système politique.» Dimanche, elle déposera un bulletin Simion dans l'urne. Une manière de voter par procuration pour Georgescu, que le leader de l'AUR a promis de nommer Premier ministre s'il était élu.

Dans ce district de Calarasi, le PIB par habitant est l'un des plus faibles de Roumanie. Dans la capitale pourtant toute proche, il atteint des niveaux comparables à ceux de l'Europe occidentale. Le discours souverainiste de Georgescu, qui promettait de protéger l'agriculture et les campagnes et de relancer l'industrie, a probablement contribué à séduire les habitants. «On se concentre tant sur le mauvais dans ce pays qu'on en oublie nos réussites.

*Au lieu de mettre en valeur tout ce qui a été fait ces dernières années, notre parti s'est perdu dans les querelles avec les sociaux-démocrates [PSD] et a laissé la porte ouverte à cet homme venu de nulle part*, déplore Marian-Gabriel Stanciu, le maire de Dragalina, élu du parti libéral (PNL), l'une des deux formations, avec le PSD, qui domine la vie politique depuis la chute du communisme.

Dans sa commune, tout a changé lors de la dernière décennie. Les rues sont éclairées la nuit, le village a été raccordé au réseau d'eau potable, les routes d'accès ont été goudronnées. Marian-Gabriel Stanciu fait visiter l'école rénovée – où le chauffage au gaz a remplacé les poêles grâce aux fonds européens – et le nouveau stade de foot en synthétique. «Georgescu a fait miroiter des choses impossibles, promis l'eau et l'électricité gratuites. Il a touché le cœur des gens, qui vivent dans un monde parallèle, enfermés sur les réseaux sociaux», estime le maire.



Mur d'affiches de campagne à Garbovi, dans le cadre de l'élection présidentielle dimanche.

Dans la Roumanie d'aujourd'hui, les discours comme le sien semblent inaudibles tant le sentiment antisystème et la méfiance envers les partis traditionnels sont prégnants. Dans la bouche des électeurs, le monde politique semble régi par des forces telluriques, anonymes et invisibles, mais toutes puissantes. Et Georgescu apparaît comme un chevalier blanc prêt à les combattre.

«Pourquoi ont-ils annulé le vote pour Georgescu? Parce qu'ils avaient peur, ils savaient qu'il mettrait tous ces corrompus en prison», affirme ainsi Ionut Laurentiu, coiffeur de 35 ans, sans définir ce «ils», autrement que par «le système». La soirée est douce et chaude, il promène la poussette de son bébé dans le parc de Lehliu Gara, une autre petite ville du dis-

trict de Calarasi. Ici, l'année dernière, le maire PSD a été mis en examen pour corruption. Il aurait accepté plus de 50 pots-de-vin lors de la vente d'un terrain municipal. Quelques mois plus tard, lors de l'élection de novembre, Georgescu et Simion ont remporté à eux deux plus de 50 % des voix.

#### «FASCISME LATENT»

«Les politiciens s'enrichissent et ils ne font rien contre l'explosion des prix. Je voudrais des mesures pour tout le monde, pas juste pour les riches. Georgescu était droit et il avait un programme à la Ceausescu. C'est ce qu'il nous faudrait», poursuit le jeune père. Les références positives à l'ancien dictateur communiste ne sont pas rares, y compris chez ceux qui ont voté pour l'extrême droite. En 2023, 48% des Roumains

estimaient que la vie était meilleure sous le régime Ceausescu.

«Il existe en Roumanie une forme de fascisme latent, hérité de cette période», explique Cristian Pirvulescu, professeur à l'université nationale d'études politiques et d'administration publique. Ceausescu avait mis en place un régime national communiste. Les grands partis qui ont pris la suite après son effondrement n'ont pas construit de bases idéologiques, empruntant la pente douce vers le pire. Dans la politique roumaine, on retrouve déjà les 14 points qui définissent le fascisme selon Umberto Eco, du rejet des élites au culte de la tradition, en passant par le machisme et le recours à une langue simple.»

Les partis traditionnels ont contribué au brouillage des repères. Les sociaux-démocrates, déjà conservateurs sur les sujets de société, donnent de plus en plus régulièrement dans le populisme. Parfois, ils jouent même plus directement avec le feu. «Au premier tour, en novembre, des membres haut placés du parti nous ont fait savoir qu'il serait bon que les gens votent aussi pour Simion. Ils pensaient que ça serait un bon concurrent, facile à battre au deuxième tour pour Marcel Ciocanu [le chef du PSD, qui est aussi Premier ministre]», explique ouvertement Marian Cutitaru, vice-maire de Barbulesti, devant les drapeaux satinés de la Roumanie et de l'Union européenne qui ornent son bureau.

En novembre, dans cette petite commune à forte majorité Rom, le président de AUR a remporté 40 % des voix au premier tour, soit un point de moins seulement que Ciocanu. Effet des consignes de vote ou engouement réel pour l'extrême droite d'une communauté pourtant souvent méprisée par les ultranationalistes? A quelques jours de la nouvelle présidentielle, la deuxième option domine clairement.

«Bien sûr que je vais voter pour Simion dimanche, les autres sont tous des voleurs. D'habitude ça ne m'intéresse pas les élections, mais là, il se passe quelque chose», rit Fernando Baicu, casquette New York et gros

ses lunettes de soleil. Comme beaucoup d'hommes du village, il travaille en France. Le fils du maire, à peine 19 ans, est déjà employé comme cuisinier à Milan en Italie. Il est très fier de sa voiture allemande aux sièges de cuir. «Nous, on est pour Georgescu. Et pour Simion maintenant», dit-il, le ton haut et emphatique, entouré de jeunes de son âge qui font la queue chez le coiffeur. Tous sont aussi enthousiastes à l'égard du candidat de AUR, avec la même absence d'arguments. «Il est courageux, il est cool et il a un bon cœur. Il peut changer la Roumanie, nous rendre comme l'Europe de l'Ouest», expliquent-ils en chœur.

A 55 ans, Ionel a un peu plus de recul. «Comme Georgescu est sorti de nulle part, les gens ont compris qu'il n'était pas corrompu, contrairement à tous les autres au pouvoir depuis des années. C'était lui comme ça aurait pu être n'importe qui d'autre qui ne venait pas du système», explique-t-il dans la cour de sa maison, devant ses petits enfants qui l'écoutent attentivement et des tapis qui séchent au soleil.

#### VOTE VOLATIL

Le choix de candidats d'extrême droite se fait d'autant plus facilement que cette étiquette est souvent ignorée ou niée par les électeurs. Le vote est volatil, justifié par des personnalités plutôt que sur des bases idéologiques. On choisit un candidat suggéré par le prêtre, le maire, ou plus récemment, les réseaux sociaux. A Garbovi, une petite commune entourée par les champs de colza du district de Ialomita, les habitants ont choisi Georgescu à 31% au premier tour de la présidentielle. Avant de placer une semaine plus tard le parti réformiste et pro-européen Union Sauvez la Roumanie (USR) en tête lors des législatives.

«Georgescu a séduit les gens de la campagne en parlant de Dieu, des traditions et de l'agriculture. Il a touché une corde sensible, mais j'ai beaucoup parlé à mes concitoyens après le premier tour. Je leur ai expliqué que si mon parti n'était pas élu au Parlement, la mairie recevrait beaucoup moins d'aide pour tous nos projets de modernisation», explique Vasile Popa, le jeune maire USR du village. Élu à 26 ans en milieu rural, au nom d'un parti réformiste, Vasile Popa est une sorte d'anomalie dans le monde des villages roumains, largement dominés par le PSD. Mais lui non plus n'a pas trouvé la recette pour restaurer la confiance des habitants dans le système politique.

«Je ne sais pas si j'irai voter dimanche», souffle ainsi Victoras Bodarla, un ouvrier en bâtiment attablé avec sa bière sous le grand arbre face au bar du village. «A quoi ça sert? Si le vote du peuple ne leur plaît pas, on sait désormais qu'ils peuvent annuler une élection», dit-il, en désignant vaguement les dirigeants. En novembre, il avait voté pour Elena Lasconi, la candidate réformiste. S'il se déplace cette fois, ce sera pour mettre un bulletin Simion dans l'urne. ◆



Ionel, 55 ans, entouré de ses petits-enfants, à Barbulesti, au nord-est de Bucarest.

Par

**MARGAUX LACROUX**Infographie **ALICE CLAIR**

C'est une première mondiale et une menace imminente pour les abysses. Mardi, l'entreprise canadienne The Metals Company (TMC) a déposé auprès des autorités américaines une première demande d'exploitation minière des grands fonds marins dans le Pacifique Nord. Le but: extraire des métaux rares nécessaires à la fabrication des éoliennes, des panneaux solaires, des voitures électriques ou des smartphones. «Une étape majeure», veut croire le PDG de la société, Gerard Barron, qui pousse depuis plusieurs années pour la création de cette nouvelle industrie, au mépris des alertes scientifiques. Plutôt que d'attendre l'aboutissement de longues discussions internationales visant à réglementer l'exploitation de ces zones, il s'est tourné vers l'extractiviste Donald Trump; et le président américain est allé dans son sens le 24 avril en signant un décret visant à examiner les demandes de ratisser les profondeurs océaniques.

«Ce serait un désastre environnemental et climatique», s'est désolée lundi la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, en rappelant que la France souhaite interdire cette pratique. Un rapport signé par une trentaine de scientifiques internationaux, présenté le même jour, recommande un moratoire de dix à quinze ans, le temps d'accumuler les connaissances suffisantes «pour prendre des décisions éclairées». «Les abysses ne sont pas à vendre», abonde l'ambassadeur français des enjeux maritimes, Olivier Poivre d'Arvor. Alors que l'administration Trump semble y voir une manne économique, y a-t-il vraiment des trésors sous les mers?

#### Où trouve-t-on des minéraux dans les fonds océaniques?

Des gisements sont présents dans trois types d'environnements. Il y a d'abord les immenses plaines abyssales, situées à 4 000 mètres sous la surface, notamment dans le Pacifique et au large de l'Amérique du Sud. Découvertes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elles regorgent de nodules polymétalliques, des sortes de pommes de terre pleines de métaux reposant sur les fonds marins et contenant «beaucoup de manganèse, du fer, du cobalt, du nickel, du cuivre, du zinc, un peu de titane», précise le biologiste Bruno David, ancien président du Muséum national d'histoire naturelle qui a piloté le rapport scientifique.

Il y a ensuite les sources hydrothermales, entre 800 et 5 000 mètres de profondeur. Elles se trouvent le long des dorsales océaniques, c'est-à-dire là où les plaques tectoniques se rencontrent. Mises au jour à la fin des années 1970, elles sont constituées de grandes cheminées expulsant des geysers très chauds et riches en métaux dissous. «Les éléments se précipitent sous la forme de sulfures: du zinc, du cuivre, de



A ce jour, seule The Metals Company a investi dans l'exploitation minière des fonds marins. PHOTOS AGENCE AMÉRICAINE D'OBSERVATION OCÉANIQUE

# EXTRACTION MINIÈRE Une ruée «dévastatrice» vers les abysses ?

Alors qu'une société canadienne et les Etats-Unis s'allient pour exploiter les minéraux des grands fonds marins, les experts alertent sur les risques environnementaux et s'interrogent sur la rentabilité d'une telle industrie.

#### DÉCRYPTAGE

*lor, de l'argent, du baryum, plus rarement du cadmium, du sélénium», énumère Bruno David. Enfin, on trouve des gisements dans les encroûtements des fonds marins, cette couche de minéraux épaisse de quelques centimètres qui recouvre des montagnes sous-marines. Ces zones étudiées depuis*

les années 1980, situées entre 400 et 4 000 mètres de profondeur, comportent «essentiellement du dioxyde de fer, du manganèse, du cobalt, du platine, du titane, du nickel, des terres rares [un groupe de 17 éléments utilisés pour leurs propriétés magnétiques, ndlr]», précise le biologiste.

#### Quelles quantités de métaux cela représente-t-il ?

Estimer les quantités totales de minéraux sous-marins est compliqué car les abysses restent peu explorés. Pour les nodules métalliques, qui représentent les plus grands volumes connus, la zone la

plus prometteuse est celle de Clarion-Clipperton (environ 4,5 millions de km<sup>2</sup>, soit huit fois la surface de la France, entre le Mexique et Hawaï).

Dans ce périmètre, 34 milliards de tonnes de nodules renfermeraient 7,5 milliards de tonnes de manganèse, 340 millions de tonnes de nickel, 275 millions de tonnes de cuivre et 78 millions de tonnes de cobalt, selon l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). En plus des nodules, une étude scientifique datant de 2013 suggère qu'il y aurait 7,5 milliards de tonnes d'encroûtements dans le Pacifique et que les sources hydrothermales représenteraient 0,6 milliard de tonnes de minéraux au total.

#### L'exploitation des grandes profondeurs peut-elle être rentable ?

Cela n'est pas garanti. «Si le potentiel indiqué des ressources est très élevé et excède en partie les réserves terrestres, cela ne signifie pas que l'exploitation de tels volumes est réaliste», avertissait l'ONG Greenpeace dans un rapport en 2023. Car développer une industrie minière sous-marine serait très coûteux. De nombreux métaux sont présents seulement sous forme de traces, ce qui complique leur extraction et augmente les coûts d'exploitation. Seuls le cobalt, le manganèse et le nickel des abysses pourraient être extraits en quantités intéressantes, selon l'ONG. Les nodules, les plus faciles à collecter, suscitent donc en priorité les convoitises, mais «il faut en extraire de grandes quantités pour récupérer un peu de cuivre et de nickel» – métaux les plus stratégiques.



Estimer les quantités totales de minéraux sous-marins est compliqué car les abysses restent peu explorées.

ques – explique Bruno David. Ces galets sont essentiellement composés de fer et de manganèse, moins intéressants. Au final, l'exploitation des nodules permettrait de récupérer l'équivalent d'*«une dizaine d'années de cuivre mondial, ce n'est pas gigantesque»*, observe Bruno David. Et ces galets ne sont pas une ressource renouvelable: il faut compter un million d'années pour qu'ils grossissent de quelques millimètres.

Les sources hydrothermales présentent également un intérêt. Avec leur composition riche en zinc et cuivre, «des téléphones portables sortent de l'océan», résume Bruno David, mais les quantités disponibles sont plus limitées et il faudrait

des machines capables de casser les cheminées. Idem pour les encroûtements. L'extraction minière en eaux profondes *«se révèle bien moins intéressante que ce qui est souvent avancé»*, concluait Greenpeace, qui recommandait plutôt de repenser nos modes de consommation pour limiter la demande de métaux.

*«La transition énergétique peut probablement être réalisée grâce à des pratiques d'économie circulaire, une consommation réduite, un recyclage amélioré, de nouvelles technologies de batteries et des investissements dans une exploitation minière responsable à terre»*, plaignent également les scientifiques dans leur rapport.

### Quelles entreprises sont sur le créneau ?

Seule The Metals Company a investi dans ce domaine, se vantant de répondre au *«chaos climatique mondial»* et de contribuer à la *«transition verte»*. L'entreprise, qui a réalisé de premiers tests miniers dans la zone de Clarion-Clipperton fin 2022, compte y collecter ses premiers nodules polymétalliques en 2026. *«Ils ont des équipements test et n'ont pas la capacité de déployer ça à grande échelle*, détaille François Chartier de Greenpeace. *«Mais ils sont les plus prêts en termes technologiques.»* TMC a conçu des machines capables de collecter les nodules à 4 300 mètres de profondeur et de les faire remonter via des tuyaux jusqu'à un

bateau en surface. Mais pour lancer son business grandeur nature, elle a besoin d'un permis d'exploitation. Dans les eaux internationales, ce genre de sésame doit être délivré à un Etat par l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), créée en 1994 sous l'égide de l'ONU pour organiser et contrôler toutes les activités relatives aux ressources minérales des fonds marins. Mais l'instance n'est pas prête : elle doit auparavantachever d'écrire un code minier encadrant l'exploitation des océans – le processus patine depuis dix ans car un nombre croissant de pays (32 actuellement) souhaitent une *«pause de précaution»* concernant cette pratique.

Sans même attendre la finalisation du texte, TMC avait déjà annoncé vouloir déposer une demande d'exploitation fin juin auprès de l'AIFM grâce au parrainage de l'île de Nauru, Etat pauvre de l'Océanie qui espérait jouir de nouvelles retombées économiques. Cette manœuvre avait peu de chances d'aboutir. C'est pourquoi ces jours-ci, abandonnant Nauru, TMC cherche à court-circuiter l'organisme international, théoriquement compétent en haute mer. Olivier Poivre d'Arvor, qui a rencontré le dirigeant de la société canadienne, se dit *«effaré»* par *«le cynisme total de cette compagnie»*.

### Pourquoi Trump veut-il y aller?

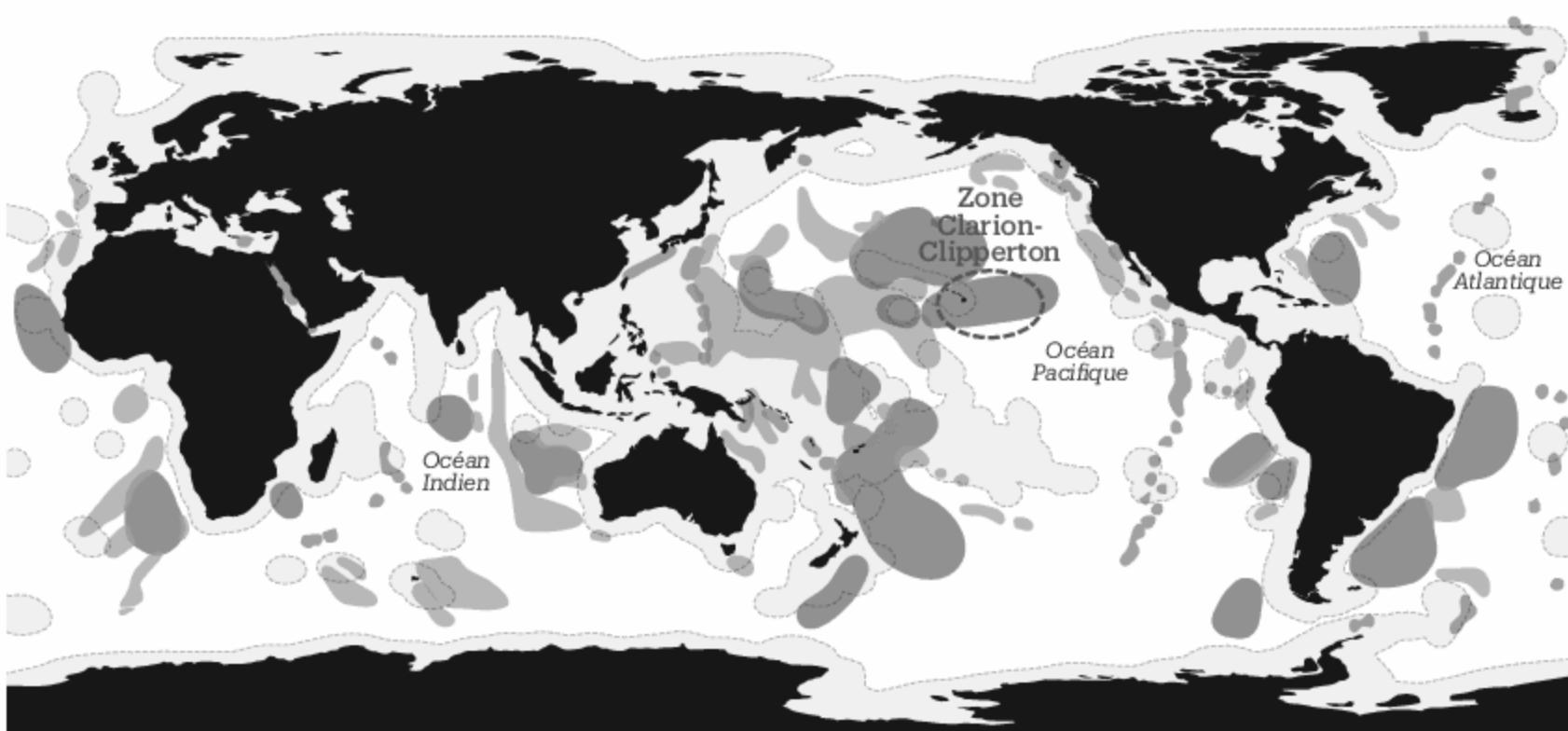
Dans son décret, Donald Trump s'appuie sur une obscure loi de 1980 autorisant son pays, qui n'est pas membre de l'AIFM, à accorder des permis en dehors de ses eaux territoriales. Il insiste par ailleurs sur le besoin de trouver une souveraineté en matière de minéraux critiques, notamment le nickel, le cobalt, le

cuivre, le manganèse, le titane et les terres rares. *«Ces ressources sont essentielles au renforcement de notre économie, à la sécurisation de notre avenir énergétique et à la réduction de notre dépendance aux fournisseurs»*, argue-t-il. Les Etats-Unis estiment que l'extraction minière sous-marine pourrait créer 100 000 emplois et augmenter de 300 milliards de dollars (plus de 265 milliards d'euros au cours actuel) le PIB des Etats-Unis en dix ans. Trump en veut aussi à la Chine, qui a limité ses exportations de terres rares et jouit d'une *«influence croissante [...] sur les ressources minérales des fonds marins»*. Ce pays, très actif dans l'exploration scientifique, a décroché cinq contrats en la matière auprès de l'AIFM – un record – et s'investit dans les négociations sur le code minier. Dans la ruée vers les abysses, Trump tente donc de devancer son adversaire, qui voit dans le décret présidentiel américain une volonté de *«violenter le droit international»*.

### Quelles pourraient être les conséquences environnementales?

Si *«l'exploitation minière en eaux profondes peut sembler pleine de promesses»*, elle pourrait avoir des conséquences *«dévastatrices»* et dans certains cas *«irréversibles»*, met en garde le rapport publié lundi. Les scientifiques alertent sur le fait que cela *«risque de déclencher une crise en cascade, en endommageant les écosystèmes marins et les fonctions de l'océan mondial»*. Les fonds marins stockent notamment du carbone, qui pourrait être relargué et donc contribuerait à accélérer encore le changement climatique. Les abysses sont également peuplés de milliers d'espèces exceptionnelles: poulpe à oreilles, vers et moules géants, crevettes à pattes velues... *«Les organismes qu'on y trouve résistent à des pressions considérables, à des températures allant de un à quelques centaines de degrés et à des concentrations en métaux toxiques atypiques»*, dit le PDG de l'Iframer, François Houllier. Découvrir l'origine de leurs superpouvoirs pourrait notamment irriguer la recherche médicale.

De premières études ont démontré que ces écosystèmes peinent à se rétablir des perturbations et que l'arrivée d'engins pourrait détruire des espèces que l'on ne connaît pas encore. C'est pourquoi les scientifiques appellent à ne pas lancer l'assaut tant que l'on ne connaît pas mieux le peuple des abysses. L'extraction minière dans les océans généreraient aussi *«de puissants panaches de sédiments»* sur de grandes distances, *«affectant la vie des profondeurs et le comportement des espèces de la colonne d'eau»*, ajoute le rapport. Autre point noir: les activités minières pourraient perturber la migration des tortues, des mammifères marins et des poissons. *«Nier les faits scientifiques est non seulement dangereux mais aussi stupide, avertit Bruno David, très en colère contre la position américaine, car les faits sont têtus et les retours de bâton pourraient être violents.»*



### Les gisements de minéraux dans les fonds marins

- Nodules polymétalliques (fer, manganèse...)
- Encroûtements cobaltifères (cobalt, manganèse, fer...)
- Sources hydrothermales (sulfures, autres métaux)
- Zones économiques exclusives

Source : Autorité internationale des fonds marins

# Affaire Obiang Imbroglio à Paris autour d'un bien mal acquis

ENQUÊTE

La Guinée-Equatoriale revendique la possession d'un luxueux immeuble du XVI<sup>e</sup> arrondissement, malgré la condamnation de son propriétaire, le fils du despote Teodoro Obiang, à la tête du pays depuis plus de quarante ans. La cour d'appel de Paris devrait se prononcer prochainement sur le dossier.



Au 40-42, avenue Foch (XVI<sup>e</sup> arrondissement), à Paris, en juin 2011. PHOTO MARC CHAUMEIL

Par  
**RENAUD LECADRE**

**L**e serpent risque de se mordre la queue. La cour d'appel de Paris doit prochainement statuer sur l'hôtel particulier de Teodorin Obiang, fils du président de la Guinée-Equatoriale, confisqué par la justice française dans l'affaire des «biens mal acquis». L'Etat guinéen a en effet introduit une requête «*en restitution*», comme s'il était la victime – et non le complice – des détournements de fonds publics commis par le fiston... C'est un immense paquebot au luxe démesuré. La demeure, sise au 40-42, avenue Foch dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, s'étale sur 4 000 m<sup>2</sup>, comporte pas moins de 105 pièces réparties sur cinq étages. Elle est même agrémentée d'un hammam, d'une boîte de nuit, d'un salon de coiffure, de marbre et de robinets recouverts d'or. Le tout pour le bien-être de Teodoro Nguema Obiang Mangue, plus couramment connu sous le petit nom de «Teodorin» afin de le distinguer de son père, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, l'omnipotent président de la Guinée-Equatoriale depuis 1979. Une dynastie autoritaire : Teodorin Obiang, le fils aîné du despote, est lui-même vice-président de son pays. Dans l'une des affaires les plus emblématiques de biens mal acquis jugée en France, il a été condamné définitivement (première instance en octobre 2017, appel en février 2020, cassation en juillet 2021) pour blanchiment de détournement de fonds publics(1) à trois ans de prison et 30 millions d'euros d'amende, le tout avec sursis, toutefois. Après plus de quatorze ans de procédures.

## Lourds frais d'entretien

Son hallucinant penthouse, d'abord saisi durant l'enquête pénale en 2012, est désormais confisqué pour de bon, avec pour vocation d'être mis sur le marché, le fruit de la vente devant bénéficier à la population équato-guinéenne à travers diverses aides au développement. Objectif : que l'argent revienne à la société civile plutôt qu'aux autocrates au pouvoir. Mais voilà, depuis quelques années, une poignée de diplomates s'est installée au rez-de-chaussée, revendiquant le statut non pas d'ambassade mais de «mission diplomatique». Ils y campent depuis comme dans un fort Chabrol. Et les autorités françaises n'osent pas envoyer les forces de l'ordre pour déloger les force-nés – pardon, les «diplomates». Qui pourtant ne bénéficient sur place d'aucun bureau ou salle de réunion dignes de ce nom. Ce palais, que les policiers ont mis pas moins de neuf jours à perquisitionner en février 2012, a été délesté de son mobilier de prestige, de ses tableaux de maître, et d'un gigantesque parc adjacent de voitures de luxe, dont une Bugatti siglée au nom de la progéniture Obiang. Mais voilà, la Guinée-Equatoriale se prétend désormais légitime propriétaire des lieux, pour les avoir rachetés, pour 35 millions d'euros, à

Obiang Junior en septembre 2011, qui les détenait alors via cinq coquilles immatriculées en Suisse. En comptant le rachat de créances en cours, la valeur actuelle du bien avoisine la centaine de millions sur le marché immobilier. Le pouvoir en place à Malabo avait manifestement eu le nez creux : deux semaines plus tard, se déroulaient les premières perquisitions avant la saisie de cet hôtel très particulier...

L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués se retrouve donc coincée. Pis, faute de pouvoir vendre l'hôtel particulier, elle doit prendre en charge ses lourds frais d'entretien. D'autant que la Guinée-Equatoriale multiplie les procédures, d'abord devant la Cour internationale de justice (CIJ), basée à La Haye, dans l'orbite de l'ONU. En septembre 2011, le petit Etat africain était débouté par ces motifs : «*La Cour estime que la position de la France selon laquelle l'immeuble relève du domaine privé n'est pas sans fondement [...]. L'immeuble du 42, avenue Foch n'a jamais acquis le statut de locaux diplomatiques.*» Selon la CIJ, l'Etat équato-guinéen ne présentait aucun titre de propriété du palace et la cession des parts sociales entre le fils du dirigeant du pays et l'Etat ne correspondait pas aux exigences légales de possession, a pu rappeler Dalloz-Actualité.

Le combat se poursuit désormais devant la cour d'appel de Paris, en vue de revisiter tout le procès Obiang Jr. Kevin Grossmann, l'avocat qui défend les intérêts de Malabo, a donc déposé en septembre 2021 une «*requête en restitution*» du bien litigieux que Libération a pu consulter, toujours pendante à ce jour. Malgré son revers devant la CIJ, le gouvernement de Malabo s'y présente comme légitime propriétaire de l'hôtel particulier : «*L'absence de reconnaissance de son affectation diplomatique n'est pas de nature à autoriser un déni de propriété.*» Même si le bien est toujours occupé par Teodorin Obiang : «*Comme tout propriétaire, la République de Guinée-Equatoriale est parfaitement libre de loger l'un de ses ressortissants et vice-président de son Etat, peu importe que cette mise à disposition soit effectuée à titre gratuit.*»

## «La résurgence du ministère des Colonies»

Lors du procès des biens mal acquis, elle s'était pourtant vue refuser le statut de partie civile, ce qui lui aurait permis éventuellement d'exiger des dommages et intérêts, liés à la revente de l'hôtel particulier. Elle revient désormais à la charge en se prétendant victime, tout en prenant grand soin de ne pas accabler Obiang Junior, car il est quand même question de blanchiment et de détournements de fonds publics : «*A la supposer effectivement commise, la victime de l'infraction ne peut être autre que l'Etat guinéen lui-même.*» Comprendre : exit les ONG, qui auraient pu réclamer de participer à la restitution de la confiscation. Une position qui se plaide en droit : «*L'autorité judiciaire ne peut, dans*



Teodorin Obiang,  
à Pretoria (Afrique  
du Sud), en  
mai 2019. PHOTO  
MICHELE SPATARI.AFP

*le même temps, sanctionner des agissements fautifs commis au détriment de la République et refuser à cette même victime de faire valoir ses droits.*» Quitte à forcer un peu la note: «*Elle ne saurait faire la résurgence du ministère des Colonies.*» Interrogé par Libération, M<sup>e</sup> Grossmann n'a pas souhaité faire de commentaire sur l'avancement de sa requête, manifestement encore dans les limbes de la procédure mais qui permet à la Guinée-Equatoriale – et donc Teodorin Obiang – de gagner du temps. Le mouvement Transparency International, très actif aux côtés de Sherpa pour ferrailler contre la tiédeur initiale de la justice française sur ce dossier, se désole de la situation : «*Le bien est définitivement confisqué mais sa cession est actuellement impossible car la Guinée fait tout pour la bloquer,*», résume Sara Brimbeuf, avocate qui travaille avec l'ONG. Pour William Bourdon, un autre avocat de Transparency et fondateur de Sherpa, «*Malabo ne cesse depuis le début de mener des combats d'arrière-garde totalement dérisoires. Car la messe est dite sur cet hôtel particulier, tout le reste n'est que palinodies.*» ◀

(1) A l'époque des faits, il était ministre des Forêts, la première ressource du pays avant la découverte des gisements pétroliers, s'octroyant une sorte d'impôt personnel sur toute la filière bois.

# Vente des biens saisis : rendre l'argent, oui, mais à qui ?

## Les mises aux enchères d'objets de luxe de Teodorin Obiang se multiplient dans le monde. Elles sont censées venir alimenter des ONG indépendantes.

**L**a confiscation des biens mal acquis (BMA) par un ploutocrate est un dispositif de plus en plus établi, depuis l'adoption par l'ONU de sa convention anticorruption, dite convention de Mérida, en 2003. Mais à qui restituer ces fonds détournés ? La question reste épingleuse... Dans le cas de la Guinée-Equatoriale, son président dictateur Teodoro Obiang s'accrochant au pouvoir depuis bientôt quarante-six ans et son vice-président de fils, Teodorin, définitivement condamné en 2021 pour blanchiment de détournement de fonds publics, certainement pas à ses dirigeants actuels. Et l'imagination est désormais au pouvoir en vue d'en faire bénéficier en premier lieu les populations spoliées. En France, la loi du 4 août 2021 stipule qu'elle doit «*restituer, en coopération avec les Etats étrangers concernés et au plus près des populations de ces Etats*». Et de préciser que «*la France veille à la bonne information des citoyens et des organisations de la société civile ainsi qu'à l'association de cette dernière au suivi du mécanisme*». Bref, c'est la porte ouverte aux ONG – pas forcément locales, car proches du régime.

Dans le cas d'Obiang Jr., plusieurs pays sont déjà passés aux travaux pratiques. Aux Etats-Unis, après la confiscation en septembre 2021 de sa villa californienne, et, entre autres, d'une Ferrari, pour un total de 25 millions de dollars (environ 22 millions d'euros au cours actuel), le fruit de la revente a été consacré à des projets médicaux bénéficiant directement à la population équato-guinéenne : distribution de médicaments pour 6 millions de dollars via l'ONG Medical Care Development International et de vaccins contre le Covid pour 19 millions via l'ONU. La Suisse, qui a hérité de son invraisemblable collection de vingt-huit voitures de luxe (Bentley, Rolls-Royce, Maserati...), d'une valeur totale de 12 millions d'euros, a opté pour une distribution auprès d'associations caritatives.

**Aux Etats-Unis, le fruit de la revente [des biens mal acquis d'Obiang Jr.] a été consacré à des projets médicaux bénéficiant directement à la population équato-guinéenne.**

Et la France ? L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués indique que, s'agissant des BMA (1), la revente d'un actif confisqué vient directement abonder le budget de l'Etat, faute de pouvoir identifier une victime directe à l'étranger. «*C'est ensuite au ministère des Affaires étrangères de ventiler les fonds à des ONG*», du moins s'il le souhaite. «*Nous avons plein d'idées*, souligne Sarah Brimbeuf, en charge du dossier BMA à Transparency International. *Comme le financement d'une radio, sur le modèle de Radio Free Europe [lancée par les Etats-Unis pendant la guerre froide, ndlr], à destination de la Guinée-Equatoriale mais émettant en dehors*», pour des questions de sécurité. Faute de n'avoir pu encore mettre en vente les murs de l'hôtel particulier de l'avenue Foch, la France s'est contentée jusqu'à présent d'une vente aux enchères d'une partie de son mobilier (porcelaine, fauteuils, horlogerie de pointe...) via 157 lots : 6,1 millions d'euros récoltés en janvier 2023 chez Drouot. A venir, la revente d'un service de couverts de collection (estimé à 1,8 million d'euros) ou un ensemble seau à champagne plus récipient à caviar (70 000 euros). En attendant le gros morceau immobilier.

R.L.

(1) Dans une confiscation effectuée dans une affaire franco-française, souvent en matière de trafic de drogue, le fruit de la vente peut être directement affecté aux victimes, sur décision d'un juge.



Aurélie a perdu son conjoint, ancien commando parachutiste, il y a six ans.



Ludovic, président de l'association Frères d'âmes, au haras d'Hennebont.



André, ancien de

# Santé mentale

## «Dans l'armée, si tu vas consulter t'es faible»

Marqués par les scènes vécues au combat, plus de 3 000 soldats et ex-soldats souffrent de syndrome de stress post-traumatique en France. Des initiatives voient le jour, au sein de l'institution comme au-dehors, pour leur venir en aide.

Par  
**THÉO EBERHARDT**  
Envoyé spécial à Hennebont (Morbihan)  
Photos **VINCENT GOURIOU**

«*J*e vais le dire car je me sens d'en parler.» Alors, il met des mots. «*Je sais que je ne tiendrai pas deux mois de plus. Arrivé à un moment, je me dis que je vais mettre mon flingue dans ma bouche et m'en tirer une.*» Ce n'est qu'un gamin de 22 ans. Il raconte qu'un soir, lorsque tout le monde dort, il prend son arme et s'installe loin des tentes face à la nuit infinie du désert nigérien.

Il s'adosse à un sac de sable. Chargeur. Arme raquée. Sûreté enlevée. L'arme sous le menton. Il va tirer. Il va tirer car c'est le seul moyen d'en sortir.

Julien (1) a passé deux ans à l'armée, de 2021 à 2023. Le Niger est sa deuxième mission. En face, c'est Daech, et il est chargé de piloter la mitrailleuse 12,7 de son blindé. Un jour, son convoi est pris à partie par un pick-up de sept hommes. Ce baptême du feu exige qu'il donne la mort. D'un coup. Le soir même, les brimades, qui durent depuis plus de deux mois sur le camp, reprennent. Un jeune lieutenant donne l'ordre à ses subalternes de «casser les militaires». On les fait courir à tout rompre et on les tabasse entre les pompes et les squats. Julien vient de tuer et il n'a personne à qui en parler. S'y ajoutent des problèmes personnels, le deuil d'un camarade suicidé qui ressurgit. L'envie d'en finir. La pensée de sa mère et une force abyssale qui l'en empêche. Demain, ce sera le retour au pays et le service psychiatrie de l'hôpital militaire de Toulon.

### «Sueurs nocturnes»

«J'ai jamais vu autant de dépressifs qu'à l'armée mais personne n'en parle. C'est la Grande Muette», fulmine le jeune homme. Souvent lié aux traumatismes du combat, cet état dépressif des militaires porte aussi le nom de syndrome de stress post-traumatique (SPT ou ESPT). D'après le ministère des Armées, le nombre de soldats ou anciens combattants français en souffrant est aujourd'hui estimé entre 3 000 et 3 500. Parmi les 154 décès dénombrés au sein des armées en 2023, 31 sont des suicides, indique un rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire. Gérard Chaput est ancien médecin-militaire spécialisé du stress et du trauma. Il définit le SPT comme une «rencontre accidentelle avec le réel de la mort. Après ça, vous rentrez dans le noir.» Ce noir, Xavier et Frédéric le connaissent bien. Il y a une dizaine d'années, le premier



l'armée de l'air, vient aider chaque semaine.

se retrouve dans une embuscade mortelle au Mali. Frédéric, lui, a fait vingt-huit ans de service au sein du régiment de dragons parachutistes, promu à la Légion d'honneur. Depuis trois ans, il est en congé maladie de longue durée en raison d'une «accumulation de chocs». Alors, ces hommes ressassent :

«Il me reste les cris à la radio, les flashes, les sueurs nocturnes, l'hypervigilance. Les altérations de la réalité, de l'eau qui se transforme en sang», énumère Xavier. Pour Frédéric, c'est l'image de cette enfant de 7 ans démembrée qu'il portait dans les bras en Afghanistan. A l'époque, son fils aîné a le même âge.

Ludovic a fait des blessés SPT sa spécialité. Cet ancien tireur d'élite des commandos marines a connu, à 49 ans, de très nombreuses guerres, la perte de trop

de camarades... «Par contre, on évite de trop parler de moi hein?» stoppe celui que tout le monde appelle Ludo.

L'ancien militaire s'en est tiré avec deux syndromes de stress post-traumatique et l'expérience de la souffrance. Il y a deux ans, il a créé sa propre association, Frères d'âmes, pour aider à la reconstruction des blessés ESPT et apporter un soutien à leur famille.

Il est 10h30, ce mercredi d'avril, dans le haras national d'Hennebont (Morbihan). L'établissement a mis le pavillon de la conciergerie à la disposition de l'association, qui s'y retrouve chaque semaine. Certes, c'est une ruine, mais les adhérents retapent justement le bâtiment pour en faire une «maison des blessés». Un chantier coordonné par Aurélie, 43 ans. Il y a six ans, elle a perdu son conjoint, ancien commando parachutiste, qui s'est suicidé. A l'époque, elle voyait bien qu'il allait mal, mais on ne parlait pas encore de SPT. Ludovic étant l'un des clients de l'agence immobilière où elle travaillait, Aurélie entend parler de l'association. Une bouffée d'air. «Les femmes

ont des groupes de parole, on se sent entendues et comprises», retrace-t-elle. Des «mercredis essentiels» : «Je n'ai pas pu aider mon conjoint, alors je veux aider les autres.» Une idée au cœur de la démarche d'André(2). Après trente-et-un ans à l'armée de l'air, il a pu échapper au SPT. Cette chance n'enlève rien : «Beaucoup de très bons copains en sont atteints, je me devais de participer à ce projet», explique l'ancien militaire.

Ludovic l'assure, l'environnement contribue à apaiser la conscience meurtrie : un cadre naturel et silencieux, des chevaux, les mélodies de leurs sabots, l'odeur du crottin et des boxes, un café, des croissants, des gens sympas. Très vite, il propose de visiter les lieux. Sur le chemin, Jérémy, référent exploitation du haras, lui-même ancien militaire blessé psychique, arrive avec son quad. «Montez ! Hop!» On parcourt alors ce site de 23 hectares, ses 32 bâtiments, ses sept écuries, sa forge, sa sellerie, son cirque en construction. Sous les culottes de gendarmes du ciel breton, l'impression de pouvoir se tient loin. Monté à l'arrière, debout dans le coffre, Ludovic parle fièrement de son asso : «On fait des ateliers de réflexologie, des conférences avec un coach en burn-out, des stages de médiation canine. On aide aussi le haras pour l'entretien des espaces verts, vider les boxes, monter des estrades avant des compétitions.» «Lève tes pieds!» prévient Jérémy. Il vient de braquer à gauche dans une mare. Juste le temps de mettre les pieds sur le tableau de bord que l'eau tapisse le sol du véhicule. Ludovic poursuit : «On a aussi formé trois personnes aux premiers secours en santé mentale. Ils tiennent une ligne d'appel d'urgence H24. On peut aussi remettre les blessés dans une prise en charge institutionnelle.» L'association veut essayer de renforcer le travail de l'institution en apportant un accompagnement davantage individualisé. Il s'agit de multiplier les actions quotidiennes pour sortir un maximum le blessé de l'isolement.

#### Déetecter les blessures

Adrien est membre de l'association Frères d'âmes. Ce mercredi, il est venu avec ses enfants. Ancien référent blessé d'un régiment, il soutient : «L'institution met les moyens, mais elle ne pourra jamais faire assez, car chaque blessé demande une attention. C'est pour ça que les associations sont essentielles.» Depuis plusieurs années, le ministère des Armées multiplie les initiatives et des parcours de soins sont mis en place. Une fois détecté, le blessé psychique peut être admis en hôpital militaire. A sa sortie, il sera suivi par la cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (Cabat), qui existe pour les trois forces de l'armée. Tous les militaires contactés par Libération disent être accompagnés de cette manière.

Au printemps 2023, le ministère présentait aussi son plan blessés 2023-2027, consacré à la prise en charge des militaires blessés physiques et psychiques ainsi que de leur famille. Il prévoit de développer les dispositifs de réhabilitation. Le plan envisage aussi le renforcement des maisons Athos. Lancées en 2021, ces structures de réhabilitation psychosociale accueillent, sur la base du volontariat, tous les militaires blessés psychiques, d'active ou non. Il en existe aujourd'hui cinq, qui accueillent près de 390 personnes. Malgré tout, la culture militaire persiste. Et tous le disent : le blessé psy n'a pas toujours bonne réputation dans l'armée. Julien : «Dans l'armée, si tu vas consulter, t'es faible» ; Roselyne, femme de Frédéric, qui veut protéger cette nouvelle génération qui s'engage : «Avec un

syndrome de stress post-traumatique, on ne rentre pas dans les cases de l'institution» ; Xavier : «On m'a déjà dit que je devais m'estimer heureux de n'être que blessé psy.»

Patricia Mirallès, ministre déléguée chargée de la Mémoire et des Anciens Combattants, estime, elle, que «notre regard a changé et, en deux ans, les choses se sont énormément améliorées car on leur explique que ça a beau être des héros, des machines, ils restent faits de chair et de sentiments». Elle ajoute : «Ces difficultés ont existé mais, aujourd'hui, la parole se libère car on fait comprendre que ce n'est pas la blessure de la honte.» Une autre limite réside dans l'accompagnement des blessés psychiques reprenant un emploi dans l'institution. Après des postes de cadre, Xavier a dû arrêter en raison de conditions de travail dégradées. En 2019, Frédéric est de retour du Proche-Orient après sa blessure. Le Service de santé des armées lui a fait une fiche descriptive d'infirmité où il est indiqué qu'il a des idées noires. L'ex-commando souhaite rester dans son escadron. Il est alors muté à un nouveau poste. Frédéric l'accepte. Il travaille désormais dans une armurerie...

Aujourd'hui, la principale préoccupation de l'armée est d'améliorer la détection des blessés psychiques. D'abord, il faut repérer ceux qui ont du mal à l'accepter ou qui refusent de prendre un congé maladie. Patricia Mirallès reconnaît cet enjeu comme la «première préoccupation» : «Expliquer comment l'on se rend compte que l'on souffre de stress post-traumatique, comment la famille peut alerter, comment le détecter quand on est dans un régime.» Le deuxième enjeu de cette détection est de rattraper les militaires qui ont disparu des radars ; les réformés, déserteurs, retraités. A l'inverse, un spécialiste du sujet qui a pré-

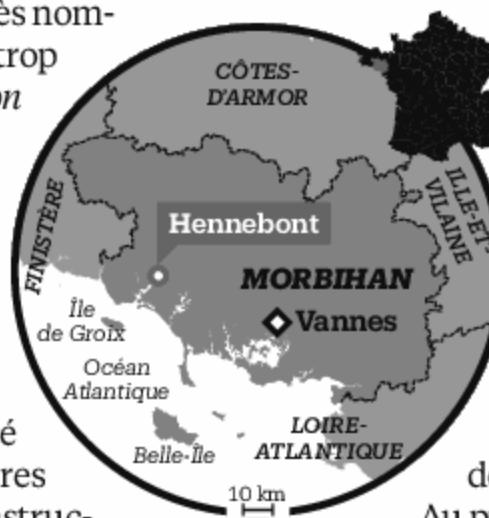
féré garder l'anonymat prétend qu'il vaut mieux éloigner ces blessés de l'institution. «Ce sont des gens pour qui le métier est une vocation. Leur blessure, c'est une très lourde déception. Il faut donc les sortir du monde de l'armée», juge-t-il. Il ne manque pas de relever que les maisons Athos posent justement problème du fait de ce sentiment d'appartenance : les blessés y parlent bien souvent de ce qu'ils ont vécu à l'armée. On crée alors des «blessés professionnels», dit-il, des hommes qui ne se reconnaissent que par leurs blessures, non plus comme individus. Le sujet emporte dans son sillage son lot d'impasses. Qui doit donc s'occuper des blessés et de leurs familles ? Qui, entre l'institution et le civil, pour être leur tuteur de résilience ?

En Bretagne, chez l'association Frères d'âmes, c'est l'heure de la chasse aux œufs de Pâques. Les blessés ont ramené leurs enfants. Avant que la vingtaine de gamins ne s'élance dans le parc à chevaux, Ludovic demande : «On a le droit à combien de pour-cent de perte?» Une mère : «Zéro!» «Ah merde, c'est pas comme dans l'armée.»

Ce n'est jamais bien loin, dans leurs discussions, leurs réflexes, leurs carrees de chats maigres ou sur les harnais de leurs chiens canchés «SPT-Chien d'assistance». Peut-être que ces bonshommes sont encore là-bas, là où la noirceur est tellement intense que la lumière ne pénètre pas. Aujourd'hui, ceux que l'on aurait pu ne jamais voir revenir cherchent les œufs avec leurs gosses, les prennent en photo, les chatouillent et les embrassent. Ils ont toujours un cœur d'homme. ▶

(1) Les militaires interrogés n'ont pas souhaité communiquer leur nom de famille.

(2) Le prénom a été modifié.



# MUSIQUE IMAGES LIVRES FOOD RADAR



**C'est le week-end**

Rendez-vous chaque samedi dans

**Libération**



LIBÉ.FR

### Rassemblement en hommage à Aboubakar Cissé : «Même quand je marche, je ne me sens pas en sécurité»

Bakary l'avoue d'un air gêné. Au milieu de la foule, place de la République à Paris, cet homme de 33 ans a «peur d'être là». Pour venir rendre hommage à Aboubakar Cissé, fidèle malien mortellement poignardé vendredi dans la mosquée Khadidja, à La Grand-Combe (Gard), cet éboueur a dû dépasser cette «impression» tenace «d'être, en tant que musulman, en sécurité nulle part en France». Après une première mobilisation dimanche, au moins un millier de personnes se sont rassemblées comme lui jeudi à Paris à l'appel de plusieurs collectifs. PHOTO CHA GONZALEZ



Marine Le Pen et Jordan Bardella lors du meeting du 1<sup>er</sup> Mai du Rassemblement national, jeudi à Narbonne (Aude).

## A Narbonne, Le Pen campe sur sa position face à Bardella

**Une semaine après que le président du RN a revendiqué son statut de candidat de rechange pour 2027, sa prédecesseure a appelé jeudi ses partisans à se «lever contre» une «confiscation de la démocratie».**

Par  
**NICOLAS MASSOL**  
Envoyé spécial à Narbonne  
Photo DAVID RICHARD

**S**ur scène, Louis Aliot vient de remettre Jordan Bardella à sa place tandis que Marine Le Pen, dans l'ombre et les bras croisés, attend de monter. Narbonne, dans l'Aude, jeudi. Le Rassemblement national

s'est claqué dans un Palais des sports à la périphérie de la ville tandis que le cortège syndical défile dans le centre pour la journée internationale des travailleurs. Le parti d'extrême droite préfère vanter le «travail», ou l'«effort», comme le chantera la patronne dans son discours un peu

aucune intention de lâcher sa place. Et laisse donc le maire de Perpignan, fidèle entre les fidèles depuis près de trente ans, passer le message. «Au-delà de tout ce qu'ils pourront tenter contre nous, avec Marine à la présidentielle et avec

**L'HISTOIRE DU JOUR**

Jordan à la tête de notre mouvement, je vous promets pour les mois et les années qui viennent la renaissance de notre pays», assène Louis Aliot, après s'être emparé de *Douce France* de Charles Trenet, enfant du pays, et de la faire entonner par la foule.

**Page tournée.** La sentence a le mérite d'être claire, après les quelques jours de cacophonie à la tête du RN. auprès du *Parisien*, ce weekend, Jordan Bardella avait revendiqué son statut de

candidat de rechange pour 2027: «Il n'y a pas d'ambiguïté sur le fait que Marine est ma candidate et que si elle devait être empêchée demain, je pense pouvoir vous dire que je serais son candidat.» Brisant un tabou entretenu depuis le jugement du 31 mars qui interdisait d'évoquer la succession de la cheffe de file de l'extrême droite. «Il ne faut pas rentrer dans cette volonté des médias d'alimenter une fausse division et d'affaiblir Marine Le Pen comme candidate», s'agaçait en retour Jean-Philippe Tanguy, le lundi suivant. A Narbonne, jeudi, Aliot enfonce le clou: pas question d'envisager un remplacement pour sa championne.

Il flotte pourtant dans l'air, et dans les paroles des militants, un parfum de page déjà tournée. Dans la fosse, ils

sont nombreux à se promener avec le bouquin de Bardella, qui s'est organisé une séance de dédicaces en fin de meeting – il n'y a pas de petits profits, 400 exemplaires ont été prévus, 22,90 euros, paiement par carte bleue, chèque ou espèces. «Le jugement ne change pas grand-chose, relativise Dylan. Après je pense que pour les jeunes, ça permettrait de mieux s'identifier à lui.» «C'est une opportunité pour lui, abonde Evan. Après, il faut que les gens arrivent à faire la différence entre les deux et qu'il ne soit pas stigmatisé par ce qu'elle a pu faire.» Plus loin, Fabrice, qui arrive de Béziers, ne dit pas autre chose: «Le problème de Marine Le Pen, c'est son nom de famille, tout le monde la compare à son père. Bardella est un bon candidat, car il a

grandi en cité et il connaît les problèmes de la France.»

Le discours d'Aliot fini, Le Pen fend la foule. A peine a-t-elle commencé que des militantes de «Nous vivrons», un collectif de lutte contre l'antisémitisme, l'interrompent en brandissant des pancartes «Vous n'êtes pas les boucliers des Juifs». Et se font sortir, pour certaines traîner, hors de la salle sous les huées. La députée du Pas-de-Calais enchaîne longuement sur la réindustrialisation, le déficit commercial et la discrimination des étrangers dans l'accès aux prestations sociales, parce que «c'est la nation qui donne un sens à la solidarité».

**Message passé.** Et puis Le Pen se met à parler d'elle: «Depuis bientôt trente ans, je lutte chaque jour sans compter mes efforts pour vous rendre justice; depuis trente jours, c'est pour mon honneur et pour mon innocence que j'ai dû m'engager dans une nouvelle bataille avec pour seule ambition de pouvoir vous représenter dans deux ans à la prochaine présidentielle.» D'ici là, elle appelle ses partisans à se «lever contre» une «entreprise de confiscation de la démocratie» aux municipales de 2026. «Je suis comme vous, poursuit-elle, je pense parfois que le fardeau est lourd. Mais une force irrépressible me redresse dans ces moments-là et me remet en mouvement.» Le message est passé.

Il n'est pas certain que Bardella, qui prend la parole après elle, l'aït reçu. Dans son discours, beaucoup de poncifs d'extrême droite: contre les écolos, contre Ursula von der Leyen, contre les étrangers qui «viennent se faire soigner en France». Mais pas l'ombre de la queue d'un message de soutien à sa patronne, dont le prénom n'est cité que trois fois. Rien sur le procès non plus. Ni sur la présidentielle. A la fin de son allocution, Le Pen le rejoint sur scène, entourée de jeunes militants qu'elle engueule pour les presser, chante la *Marseillaise*, claque quelques selfies. Puis elle part se baigner dans la foule, dehors, des sympathisants recalés pendant que Bardella lui, commence à signer ses dédicaces. Chacun dans son coin. ◀

LIBÉ.FR



## En Syrie, les druzes visés par une vague de violences au sud de Damas

La guerre est de retour dans la banlieue

de Damas. Depuis lundi, des affrontements entre des brigades armées liées au pouvoir syrien et des combattants druzes ont fait au moins 100 morts. Près de deux mois après le massacre des alaouites dans les régions côtières, les heurts de cette semaine réveillent le spectre d'un déchirement du pays selon des lignes communautaires. PHOTO AP



### Disparition La rescapée de la Shoah Marie Vaislic est morte à 94 ans

Les derniers témoins disparaissent. Marie Vaislic, rescapée de la Shoah qui se battait pour que ne soit pas oubliée l'horreur de l'Holocauste, est morte jeudi à Toulouse à 94 ans. Arrêtée le 24 juillet 1944 par un milicien dans la rue Sainte-Catherine de Toulouse alors qu'elle n'a que 14 ans, Marie Vaislic-Rafalovitch est déportée, au cours d'un interminable et insoutenable trajet en train, au camp de Ravensbrück, à 80 km au nord de Berlin. Elle y passe quelques mois, confrontée à des scènes d'horreur. «Je ne savais pas que j'étais juive, c'est la guerre qui me l'a appris», écrivait-elle en 2014 dans le livre *Il n'y aura bientôt plus personne* (Grasset). PHOTO AFP

## Trump et Zelensky signent un vaste partenariat sur l'accès aux minéraux

Cette fois, c'est la bonne. A Washington, les Etats-Unis et l'Ukraine ont signé dans la soirée de mercredi un vaste partenariat mettant en place un fonds d'investissement pour la reconstruction du pays ravagé par la guerre. Il donne notamment aux Américains un accès aux ressources naturelles ukrainiennes. La ministre ukrainienne de l'Economie, Ioulia Svyrydenko, qui a fait le déplacement outre-Atlantique pour signer le document, estime que le fonds créé avec les Etats-Unis «attirera des investissements mondiaux dans [son] pays». L'accord avec Washington financera des «projets d'extraction de minéraux, de pétrole et de gaz», a-t-

elle précisé sur Facebook. Mais l'Ukraine «conserve l'entièreté propriété et le contrôle de ces ressources», y compris le sous-sol, et ce sera «l'Etat ukrainien qui déterminera où et quoi extraire», a assuré la ministre. «Aucune dette, aucune aide» accordée avant la signature «ne fait partie de cet accord», a pour sa part assuré le Premier ministre ukrainien, Denys Chmygal, alors que le document doit encore être ratifié par le Parlement après sa signature. Il ne semble cependant pas comporter de garanties de sécurité américaines face à la Russie, pourtant demandées par Kyiv, un point sur lequel insistait Volodymyr Zelensky.

Selon le Trésor américain, cet accord «reconnait l'importante aide financière et matérielle que le peuple américain a fournie à la défense de l'Ukraine depuis l'invasion à grande échelle de la Russie» — expression très rarement utilisée par Washington depuis le retour au pouvoir de Trump, qui a à plusieurs reprises renvoyé l'Ukraine et la Russie dos à dos. Sous Joe Biden, les Etats-Unis ont fourni des dizaines de milliards de dollars d'aide à l'Ukraine. Donald Trump «veut que les deux parties s'assoient à la table, maintenant, en montrant que les Etats-Unis ont un intérêt économique en Ukraine», a souligné le secrétaire au Trésor américain, Scott Bes-

sent, sur Fox News. C'est un signal pour les dirigeants russes. C'est aussi un signal pour le peuple américain que nous avons une chance de participer, d'obtenir [...] une compensation» pour les financements et armes fournies.

Le projet d'accord a été depuis des semaines au cœur de tensions entre Kyiv et Washington, dont le soutien est crucial pour l'Ukraine. Une précédente mouture aurait dû être signée lors de la visite du président Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche fin février, mais son altercation avec son homologue américain, devant les caméras, avait précipité son départ et annulé la signature de l'accord.

(avec AFP)

## Espagne: après le black-out, sus aux renouvelables!

Poursuivre le cap sur les énergies renouvelables ou bien en amoindrir l'importance au profit d'une réactivation du secteur nucléaire? Au lendemain du black-out massif de lundi qui a plongé une journée entière dans l'obscurité l'Espagne, le Portugal et une partie de la France, le débat s'envenime. Avant même de connaître la cause précise à l'origine de la subite «perte» de 15 gigawatts (GW) d'électricité, partisans et détracteurs des énergies renouvelables s'écharpent sur le bien-fondé de l'importance qu'elles ont prises dans le mix énergétique national espagnol.

**VU DE MADRID**

tantes en fonction de la météo et impossibles à stocker, et beaucoup s'évertuent à les discréder. Or, dès son arrivée au pouvoir en 2018, le socialiste Pedro Sánchez a privilégié le renouvelable, au point que l'Espagne est désormais une puissance mondiale dans le domaine. La principale source du mix énergétique est aujourd'hui l'éolien et le solaire, à hauteur de 43%, face au 20% du nucléaire, au 17,2% de l'hydraulique et au 12,4% du gaz issu du cycle combiné.

Le renouvelable mérite-t-il un tel discrédit, agité par l'opposition de droite? Non, répond Beatriz Corredor, présidente de la REE. «On a assisté à une déconnection brutale qui a fait que les protections ont été activées, provoquant la coupure générale, mais ce n'est pas directement lié aux renouvelables. La preuve, c'est que depuis l'accident, leur participation a augmenté et aucune anomalie n'a été observée.» Dans les médias, deux centrales photovoltaïques en Estrémadure ont été montrées du doigt, accusées

d'être à l'origine de la panne. Un argument jugé absurde par la plupart des experts. «Aussi grande soit-elle, une centrale solaire ne peut à elle seule déclencher un pareil accident», affirme Pedro Fresco, ex-directeur général de la Transition écologique. Pour lui, il existe deux grandes parades contre le risque de black-out: l'installation massive de batteries, qui permettent de stocker l'électricité, et l'augmentation de l'interconnexion avec d'autres pays. Au-delà des réponses techniques, la bataille culturelle a refait surface sur la question du nucléaire. Pedro Sánchez a indiqué qu'il ne comptait pas changer de stratégie sur la prééminence du renouvelable. En 2019, il avait obtenu que les géants électriques signent un protocole établissant la fermeture progressive des sept réacteurs nucléaires d'ici à 2035. A la faveur du black-out de lundi, ces mêmes groupes et les trois formations de droite entendent revoir cet accord et obtenir la prolongation de l'espérance de vie de ces réacteurs.

**FRANÇOIS MUSSEAU**  
(à Madrid)



**Etats-Unis**  
**Mike Waltz, viré de la sécurité nationale et déjà recasé à l'ONU**

Empêtré dans des affaires de fuites d'informations militaires confidentielles, le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, Mike Waltz, devait quitter son poste jeudi, rapportent des médias américains. Le Président a annoncé dans la soirée sa nomination comme ambassadeur auprès des Nations unies. L'intérim à la sécurité nationale sera assuré par le secrétaire d'Etat, Marco Rubio. Une partie du gouvernement Trump, dont Mike Waltz et le ministre de la Défense, Pete Hegseth, est aux prises depuis fin mars avec une affaire de fuites d'informations sur des frappes militaires visant les Houthis au Yémen.

**«Le caractère antisémite de l'agression est avéré.»**

**ABDELKRAM GRINI**  
le procureur d'Alès

Un homme de 70 ans a été roué de coups mercredi soir près d'Alès (Gard) par un individu alcoolisé qui proférait en boucle une injure antisémite, selon la victime et plusieurs témoins, a-t-on appris jeudi. Les faits se sont produits vers 19 heures mercredi dans la petite commune d'Anduze, au moment où le septuagénaire, barbe blanche fournie, kippa sur la tête et porteur de tsitsit (franges qui dépassent des vêtements portées par les juifs pratiquants) nourrissait des chats dans la rue, a détaillé auprès de l'AFP le procureur d'Alès, Abdelkram Grini. Pour le procureur, qui a eu à gérer le début de l'enquête sur l'assassinat du Malien Abou Bakar Cissé dans une mosquée de La Grand-Combe vendredi, «le caractère antisémite de l'agression est avéré» par le déroulement des faits: un homme a abordé le septuagénaire et lui a demandé 1 euro de façon agressive, ce qu'il refuse. L'agresseur l'a alors insulté et lui a dit «Ah t'es juif!», selon le récit de la victime rapporté par le procureur. Il lui porte ensuite un violent coup de poing dans le dos, puis, alors que sa victime est tombée à terre, lui inflige plusieurs coups de pied tout en le traitant de «sale juif» à de multiples reprises. L'auteur de l'agression part, «la victime a tellement honte et peur qu'elle dissimule sa kippa, [mais] une dame lui enjoint alors à la remettre», poursuit le procureur. Le suspect habite la commune depuis quelques mois, est visiblement sans emploi et connu de la justice pour vols.



LIBÉ.FR

### Australie : bœuf Wellington farci aux champignons véneneux, une recette discutable

Mercredi s'est ouvert au tribunal de Victoria, en Australie, le procès d'Erin Patterson, accusée d'avoir empoisonné ses ex-beaux-parents et une tante avec un plat composé d'amani tes phalloïdes, réputées pour leur toxicité. PHOTO GETTY IMAGES

# A l'école de cinéma Kourtrajmé, à Marseille, l'écriture inclusive dérange la région

**La collectivité présidée par Renaud Muselier a menacé de priver l'école de ses subventions si elle n'interrompt pas son usage de l'écriture inclusive. A la stupéfaction de ses équipes.**

Par  
ÈVE BEAUVALLET

**I**nterloqués. Circonspects. On parle des yeux de Marie Antonelle Joubert, devant nous dans son bureau du quartier la Belle de Mai, un des plus pauvres d'Europe, où elle dirige une école d'insertion professionnelle dans le secteur audiovisuel pour jeunes non diplômés. Jeudi 24 avril, la directrice de Kourtrajmé Marseille, fondée par le réalisateur des *Misérables*, Ladj Ly, apprenait de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Paca) qu'elle ne verserait cette fois sa subvention bisannuelle qu'à une condition : le retrait de l'écriture inclusive des éléments de communication. L'«alerte» sur l'emploi de ce dangereux procédé a été lancée par les élus Rassemblement national (RN), lesquels ont rappelé en session plénière du conseil régional que l'écriture inclusive était «d'étendard de l'idéologie woke contre laquelle la région s'est engagée».

### L'HISTOIRE DU JOUR

**Rétorsion.** Et en effet, en juin 2023, la majorité de Renaud Muselier (Renaissance) avait voté avec le RN une motion pour stopper toute subvention à une association qui utiliserait l'écriture inclusive. Un choix réaffirmé avec la «Trajectoire valeurs», votée le 23 avril par la région. Au journal *Marsactu*, la collectivité rappelle avoir «à plusieurs reprises [...] demandé à Kourtrajmé de retirer l'écriture inclusive de son site», sans constater «aucun changement opéré». La direction de l'école s'étonne que cette demande puisse concerner tous ses documents de communication et non les seuls dossiers envoyés à la région. En début de semaine, elle sollicitait une rencontre avec Renaud Muselier.

Si cette mesure de rétorsion était maintenue, elle priverait l'association d'une dotation de 75 000 euros au titre du fonds d'innovation pour la formation, qui devait servir à financer le parcours de 40 stagiaires en situation de précarité pour les deux prochaines années et soutenir le combat de l'école contre les différents plafonds de verre du secteur cinéma-audiovisuel. Mais la lutte contre le «wokisme» tient à cœur à la région Paca, au point de la mettre en balance avec des enjeux d'insertion professionnelle, qu'on ne savait pas

minimes, à fortiori à Marseille et sa périphérie.

Evidemment chacun ses combats. Mais Marie Antonelle Joubert estime qu'en maintenant sa mesure de rétorsion, la région Paca se tirerait une fâcheuse balle dans le pied : «Les publics que l'on touche sont soit au RSA soit au chômage longue durée. En un an d'insertion, on est hyper bons!» L'école, elle, ne joue pas sa survie en perdant l'aide régionale, contrairement à de nombreuses petites associations plus dépendantes du soutien de la collectivité. Mais avec des financements croisés d'un million d'euros (la direction du travail et l'organisme pour la formation professionnelle des secteurs du spectacle vivant et de l'audiovisuel, l'Afdas, sont premiers financeurs, talonnés par le Centre national du cinéma et de l'image animée, le CNC, et des fondations), Kourtrajmé Marseille a les moyens d'ouvrir le débat suivant : «Si l'on cède sur ce point, quel sera le suivant?»

L'engagement de l'école en soutien aux victimes de Gaza, peut-être ? Si simple coïncidence : le jour même de la mauvaise nouvelle côté région arrivait en gare de Marseille Amer Nasser, photographe et réalisateur de 34 ans et sa femme, enfin évacués de l'enfer de Gaza. Depuis des mois, le collectif Ma'an s'activait pour organiser l'accueil en France des lauréats gazaouis du programme de résidence artistique Pause (qui permet la délivrance de visas aux artistes). Dix d'entre eux restaient coincés dans l'enclave. L'école Kourtrajmé Marseille s'était portée volontaire pour accueillir au mieux Amer Nasser à son arrivée en France, notamment avec un contrat d'intervenant pédagogique de deux ans. Le jeune artiste était présenté à toute l'équipe de l'école lundi soir, au cinéma Artplex Canebière. Quel rapport ?

A raison ou non, certains précédents font redouter un enthousiasme disons modéré de la région pour la démarche pro-Gaza de Kourtrajmé. Fin octobre 2023, après une campagne du RN, la collectivité retirait brutalement ses promesses de subventions à deux films traitant de la question palestinienne, dont l'un produit par le cinéaste israélien Eyal Sivan. Depuis, «les pressions sur toute association affichant ses soutiens à Gaza sont courantes», affirme un autre acteur artistique local, sous anonymat. L'équipe de Renaud Muselier, elle, assure à Libération n'avoir eu aucune connaissance de l'accueil d'Amer Nasser à l'école Kourtrajmé et que sa décision concernant la subvention relève exclusivement des raisons déjà invoquées.

**Inclusivité.** En tout état de cause, Kourtrajmé Marseille n'entend rien cacher de ses engagements militants : dans le hall s'affiche partout le soutien aux victimes des frappes israéliennes. La composition même de l'équipe



Renaud Muselier, président Renaissance de la région Paca. PHOTO J. FIDELIN. ABACA

dirigeante crie son souci des minorités. Pour ces raisons entre autres, les élus RN ne manquent pas de lui reprocher son «optique communautaire» en conseil régional. Des accusations qui, pour l'heure, n'ont jamais refroidi les autres financeurs de l'école, publics comme privés (parmi lesquels Chanel, la BNP ou CMA CGM). «Tous ceux qui sont venus voir

ce qu'on défendait en termes d'inclusivité, comment on innove dans les processus de recrutement, ont renouvelé leur soutien», se félicite Marie Antonelle Joubert.

La directrice conserve bon espoir d'un dialogue avec Renaud Muselier dans les prochains jours, s'il répond favorablement à sa demande de rencontre. Même si le président de région n'a encore ja-

mais fait le déplacement depuis la création de l'école en 2020, il en connaît les actions. Qu'il n'a pas manqué de faire valoir auprès d'Emmanuel Macron lors de l'inauguration du plan «Grande Fabrique de l'image». L'école, en effet, fait partie des neuf lauréats régionaux de l'appel à projets du plan de relance France 2030, soutenu par le CNC. ■

**Répertoire**

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

**Disquaire achète au meilleur Prix****DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD  
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

**Gros Stocks et Collections****Contactez-nous 07 69 90 54 24****MATÉRIEL AUDIO**

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

**Réponse très rapide PAIEMENT CASH****ANTIQUAIRE EXPERT  
EN ARTS ASIATIQUES**

**Achète comptant**  
porcelaines, statues, vases, bouddhas,  
mobiliers, laques, paravents...



Décorations asiatiques : corail, jade...

**MAISON ALEXANDRA****06 15 02 23 98**

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer  
une annonce dans**Libération**

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne  
<http://petites-annonces.libération.fr>

**est  
habileté  
pour  
toutes  
vos  
annonces  
légales  
sur les  
départements**

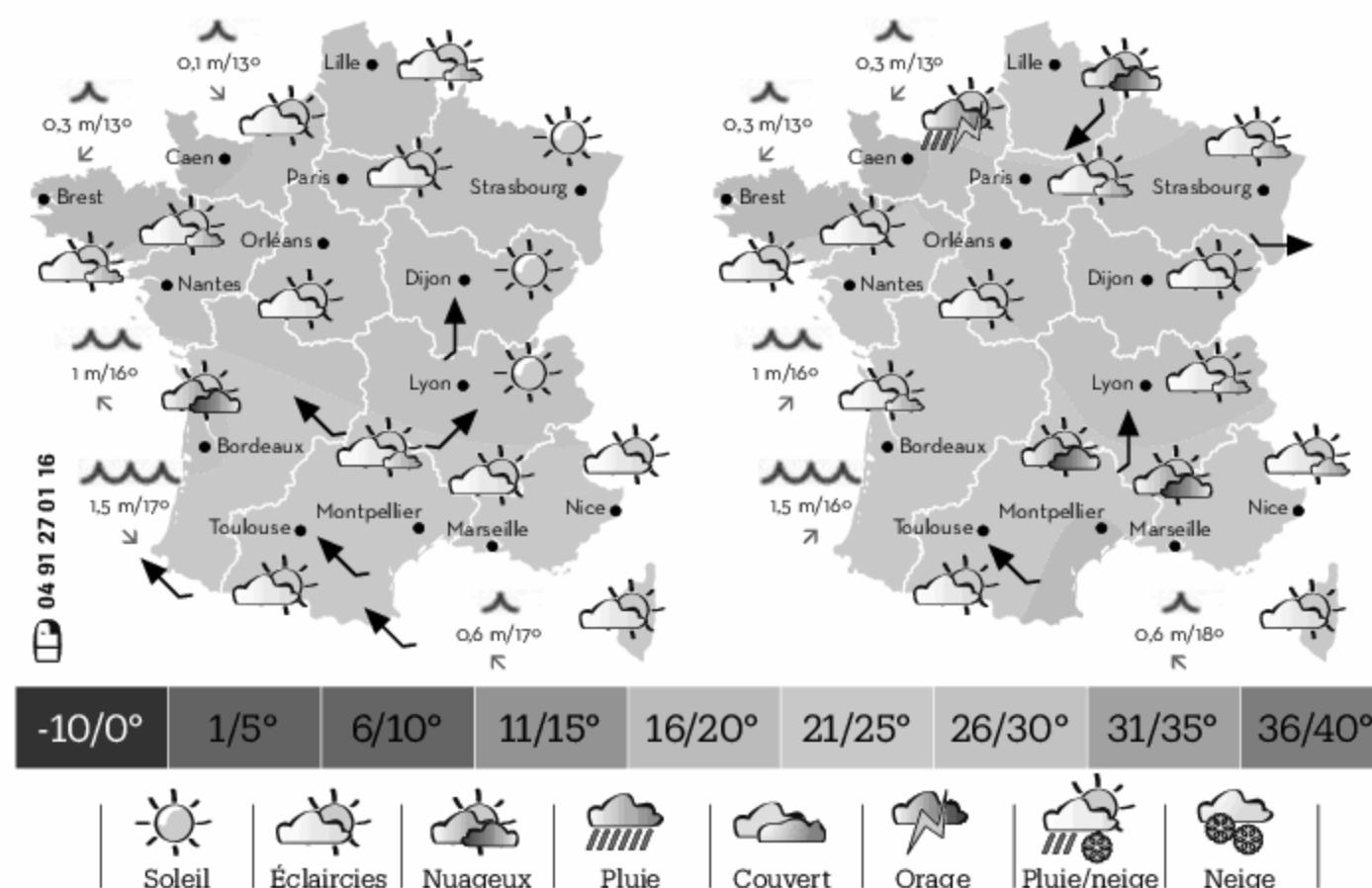
75 93 94

de 9h à 18h au  
01 87 39 84 00  
ou par mail  
[legales-libe@teamedia.fr](mailto:legales-libe@teamedia.fr)

**VENDREDI 2**

Temps brumeux au Nord-Ouest le matin. Le temps beau et chaud se poursuit sur l'ensemble du pays avec un ciel passagèrement voilé. Les brises tempèrent les plages. Le vent marin se lève à nouveau en Occitanie.

**EN SOIRÉE** Grande douceur nocturne sous un ciel devenant nuageux sur les régions atlantiques.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	16	25	Lyon	12	24	Alger	20	30
Caen	15	20	Bordeaux	14	23	Berlin	16	27
Brest	9	19	Toulouse	15	22	Bruxelles	18	25
Nantes	13	23	Montpellier	13	22	Jérusalem	13	21
Paris	17	27	Marseille	14	25	Londres	15	23
Strasbourg	13	26	Nice	15	22	Madrid	14	17
Dijon	12	24	Ajaccio	14	23	New York	12	25

La chaîne météo  
[www.lachainemeteo.com](http://www.lachainemeteo.com)  
vos prévisions gratuites à 15 jours

**Libération**

[www.libération.fr](http://www.libération.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
[contact@libération.fr](mailto:contact@libération.fr)

**Édité par la SARL**

**Libération**  
SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

**Principal actionnaire**  
Presse Indépendante SAS

**Cogérants**  
Dov Alfon,  
Amandine Bascoul-Romeu

**Directeur de la publication**  
Dov Alfon

**Directeur de la rédaction**  
Dov Alfon

**Directeur délégué**  
de la rédaction  
Paul Quinio

**Directrices adjointes**  
de la rédaction  
Stéphanie Aubert,  
Hamdam Mostafavi,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

**Directeur artistique**  
Nicolas Valoteau

**Rédacteurs en chef**  
Michel Beccuembois  
(spéciaux), Laure Bretton,  
Gilles Dhers (pilotes web),  
Christian Llossen  
(enquête),  
Eve Roger (actu)

**Rédacteurs en chef adjoints**  
Lilian Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),  
Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (L.),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Yoann Duval (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie),  
Cédric Mathiot  
(checknews),  
Camélia Paugam (actu),  
Didier Pérón (culture)

**ABONNEMENTS**  
Site : [abo.libération.fr](http://abo.libération.fr)  
[abonnement@libération.fr](mailto:abonnement@libération.fr)  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ**  
**Libé plus**  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
[publicite@libération.fr](mailto:publicite@libération.fr)

**PETITES ANNONCES**  
& **CARNET**  
10, bd de Grenelle  
75013 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
[annonces@teamedia.fr](mailto:annonces@teamedia.fr)

**IMPRESSION**  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)  
Imprimé en France

**ACPM**

LE TRI + FACILE  
Membre de l'ACPM.  
CPPAP: 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

**Origine du papier:** France  
**Taux de fibres recyclées:**  
100 % Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI/37/01

**Indicateur**  
**d'eutrophisation:**  
PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail : initiale du  
prénom.nom@libération.fr

**SUDOKU 5533 MOYEN**

3	7		4	2		9	1
	9				2	3	
1	4		6		5		7
			6	5	1		9
						8	
			1	9	8	3	
2	5		9		4		3
			4	1		5	
9	6		4			2	8

Solutions des  
grilles précédentes

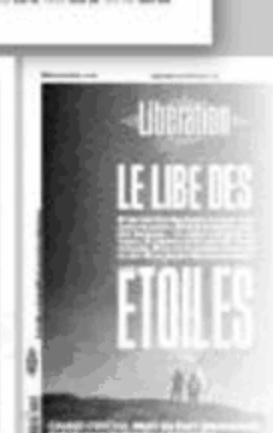
MOYEN

8	7	1	4	3	9	2	5	6
1	2	8	3	7	6	5	9	4
3	5	6	9	2	4	7	1	8
6	8	9	2	4	1	3	7	5
7	3	2	5	9	8	4	6	1
4	1	5	7	6	3	8	2	9
5	9	3	4	1	7	6	8	2
8	4	1	6	3	2	9	5	7
2	6	7	8	5	9	1	4	3

DIFFICILE

2	5		7			6
						1
			9	3	2	8
					4	7
3						6
4	6		3		8	2
5				9		3
1		5		6	9	
6	2		4			
8				2		1

9	7	4	1	8	5	2	3	6
1	2	8	3	7	6	5	9	4
3	5	6	9	2	4	7	1	8
6	8	9	2	4	1	3	7	5
7	3	2	5	9	8	4	6	1
4	1	5	7	6	3	8	2	9
5	9	3	4	1	7	6	8	2
8	4	1	6	3	2	9	5	7
2	6	7	8	5	9	1	4	3

**BOUTIQUE.LIBERATION.FR**

# IDÉES /

## Michel Aglietta, théoricien de la monnaie et économiste visionnaire

**Décédé à l'âge de 87 ans, Michel Aglietta, dont la théorie institutionnaliste de la monnaie restera comme un apport majeur, voulait éclairer les enjeux politiques et sociaux sans toutefois substituer le savoir économique à l'expression du débat démocratique.**

**M**ichel Aglietta, né le 18 février 1938 à Chambéry, s'est éteint à l'âge de 87 ans. Issu d'une famille modeste d'origine italienne, il était l'unique enfant de Paul Aglietta, ancien maçon devenu entrepreneur dans la construction et les travaux publics, et d'Emma Bardotti, une mère au foyer aimante et attentive. Elève brillant, après avoir suivi deux années de classes préparatoires scientifiques au lycée du Parc à Lyon, il intègre l'Ecole polytechnique en 1959. Il y reçoit une formation plurielle, en sciences exactes, en humanités et en techniques militaires. En qualité d'officier, il effectue son service militaire à la fin de la guerre d'Algérie en 1961-1962, en Kabylie. Cette expérience le marque profondément, et il sera particulièrement attaché à œuvrer pour le bien commun, dans le respect de chacun.

**MODÈLES ÉMERGENTS**  
Répondant à l'ardente obligation de la planification, il choisit comme école d'application l'Insee et y commence sa carrière dans le département de la division des programmes. Avec Raymond Courbis, il participe à l'établissement du modèle physico-financier (Fifi). Ce modèle vise à établir des projections de moyen terme à partir d'un modèle macroéconomique et de données issues de la comptabilité nationale. Ces scénarios produits par Fifi guident l'établissement du 6<sup>e</sup> Plan [1971-1975, ndlr]. Pour lui, la modélisation par l'économiste ne saurait être normative ; elle ne s'impose pas au politique. L'éco-

nomiste doit essaimer son savoir en éclairant sur les enjeux économiques, mais en aucune façon, ce savoir doit se substituer à l'expression du débat démocratique. Cette fonction d'expert économique au service du politique et plus largement de la société, il l'a principalement assumée au sein du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), qu'il a rejoint quelques mois après sa création. Il y est resté jusqu'à son décès. Il fut aussi conseiller à la Banque de France de 1989 à 1999 pour œuvrer à l'introduction de l'euro, membre du Conseil d'analyse économique de 1997 à 2003, puis du Haut Conseil des finances publiques de mars 2013 à septembre 2015. Voulu en 1978 par le Premier ministre Raymond Barre qui avait formé Michel Aglietta à l'économie à l'Insee et qui avait été son directeur de thèse, le Cepii est un espace de dialogue entre les économistes et le gouvernement, mais aussi entre les économistes et la société. Pendant 46 années, une fidélité dont Michel Aglietta s'enorgueillissait, il put au sein du Cepii scruter les transformations structurelles du système économique, rester à l'écoute des modèles macroéconomiques

Par  
**YAMINA TADJEDDINE**



Economiste

émergents, disposer de bases de données pour étayer ses démonstrations et se nourrir de nouvelles collaborations.

Contributeur quasi annuel du célèbre livre *l'Economie mondiale* publié chaque mois de septembre depuis 1991 aux éditions la Découverte (collection «Repères»), il a été lu par plusieurs générations d'étudiants, ceux passant des concours ont ainsi pu comprendre les enjeux économiques internationaux du moment. Son ultime chapitre, coécrit avec Camille Macaire et paru en septembre 2024, porte sur les défis de l'économie chinoise. Il ne rechignait jamais à rendre accessibles et compréhensibles les mécanismes complexes de la finance, de la monnaie ou de l'économie internationale, gratuitement bien sûr et pour des publics larges : lycéens, étudiants, médias, dans des cafés des sciences, auprès de partis politiques de gauche comme de droite, de syndicats – de la CGT au Medef. Ses livres, cours, interventions médiatisées se fondaient toujours sur un enjeu économique et sur un modèle causal permettant à chacun de s'approprier l'explication et ainsi de disposer des outils de décodage pour d'autres événements. Il a enseigné à l'université, de la première année de licence au doctorat, d'abord à Amiens (1976 – 1982) puis à Nanterre, il a formé une cinquantaine de doctorants, devenus à leur tour des semeurs de sa pensée dans le monde académique de France et d'ailleurs, dans les instances européennes et internationales mais aussi dans le monde professionnel.

### NOUVEAU COMPROMIS

Michel est enfin le cofondateur de deux écoles de pensée : l'«école de la régulation» – avec Robert Boyer, à la suite de la publication, en 1976, de *Régulation et crises du capitalisme* – et celle de «la théo-



rie institutionnaliste de la monnaie» avec la sortie, en 1982, de *la Violence de la monnaie* coécrit avec André Orléan. Refusant le dogme d'une économie a-contextuelle, individualiste et postulée à l'équilibre, il propose un cadre théorique basé sur les institutions et sur leurs transformations induites par l'existence de rapports de force.

La monnaie est l'institution sociale fondamentale pour Michel Aglietta qui y consacre le plus d'approfondissements théoriques, en mobilisant des concepts issus des sciences sociales (économie, sociologie, anthropologie, politique, droit). Crises de la production, crises monétaires, crises financières n'apparaissent plus comme des chocs imprévisibles, mais comme

le résultat de conflits au sein du système économique dans l'accumulation et le partage de la rente économique. La matrice heuristique institutionnaliste permet de comprendre l'histoire de l'économie, notamment américaine qu'il modélise dans sa thèse de doctorat, mais aussi d'anticiper les fractures à venir. C'est parce qu'il avait cette approche théorique interdisciplinaire, que sa pensée fut visionnaire et qu'il put éclairer avant les autres sur les transformations majeures que nous subissons.

Dès 1991, il conceptualise le risque systémique ; il met en garde sur les dangers de l'excès de lendettement provoqués par la titrisation du crédit et le capitalisme financiarisé bien avant la crise financière de 2007. Il perçoit les



**Michel Aglietta,  
chez lui à Paris,  
en 2022.** PHOTO  
ÉRIC GARAUT.  
PASCO

dysfonctionnements du système monétaire international induits par les rivalités sino-américaines. Enfin, il avait consacré son énergie depuis la fin des années 2000 à concevoir un nouveau compromis institutionnel respectant les limites planétaires. Quel héritage laissera-t-il ? La théorie institutionnaliste de la monnaie restera assurément comme une contribution majeure à la pensée économique. Même s'il a lancé l'école de la régulation, c'est à Boyer que l'on doit les approfondissements et conceptualisations théoriques. Il nous a légué l'impératif de penser et d'enseigner l'économie comme un système d'institutions, dont la compréhension des ressorts nous permet d'agir pour l'avènement du bien commun. ➜

# Il était une exception parmi les exceptions

Le chercheur en science politique raconte Michel Aglietta, avec lequel il a écrit un livre. Son approche ouverte aux autres disciplines et son attention aux jeunes étaient une rareté dans le monde académique.

**M**ichel Aglietta fit partie des rares économistes, et plus largement penseurs, ouverts sur les autres disciplines, fermement persuadés que leur science, en l'occurrence l'économie, ne saurait se constituer en science pure, autosuffisante et hermétique aux autres savoirs. De là la possibilité d'un dialogue intellectuel et humain riche, fécond et généreux, pleinement en prise avec les enjeux et les problématiques de la Cité. Mais il faut bien un lien ou un liant commun aux savoirs des sciences humaines, économiques et sociales afin de nouer la discussion transdisciplinaire : ce lien fondamental, c'est un certain primat du politique et des institutions humaines. Michel Aglietta, fondateur avec d'autres, dont Robert Boyer, de l'*«école de la régulation»*, partageait cette conception de la science économique, intégrée au grand tout du social et des relations internationales.

## Séminaire bon enfant

C'est grâce à cette conviction profonde qui parcourt l'ensemble de son œuvre que j'ai eu la chance, la joie et l'honneur d'engager une relation intellectuelle et amicale avec Michel Aglietta à la faveur de la sortie de son livre *Europe, sortir de la crise et inventer l'avenir* (Michalon, 2014). Je l'avais invité à discuter de son livre dans le cadre d'un séminaire que j'animais à l'ENS Ulm avec l'ancienne section du Parti socialiste et le think tank EuroCité. Bon enfant, il était venu, disponible pour

échanger avec la quinzaine de jeunes que nous étions. A la lecture de son livre, j'avais été frappé par les fils que Michel Aglietta lançait en direction de la science politique et du droit pour les rattacher à ses analyses macroéconomiques et sa question fondamentale du lien entre la monnaie et le souverain. Moi qui venais justement du droit et de la science politique de l'Union européenne, je sentais bien qu'il manquait chez les juristes et les politistes penchés sur la crise européenne quelque chose d'assez massif, et pourtant ignoré d'eux, comme la macroéconomie de la zone euro. C'est dire si j'ai été enthousiasmé. Spontanément, j'ai proposé à Michel Aglietta de poursuivre la discussion à travers la rédaction commune d'un texte qui tentait de tenir dans un même mouvement l'économie, le droit et la science politique. Il accepta facilement, avec naturel, sans égard pour l'idiote étiquette universitaire, simplement convaincu par l'intérêt de

**J'avais été frappé par les fils que Michel Aglietta lançait en direction de la science politique et du droit pour les rattacher à ses analyses macroéconomiques.**

la démarche. Cette première collaboration donna la tribune publiée dans *Libération* et intitulée «A la recherche du souverain en zone euro» (26 août 2015). Nous la prolongeâmes par l'essai *la Double Démocratie. Une Europe politique pour la croissance* paru, au Seuil en 2017. Ce livre, singulier dans l'œuvre de Michel Aglietta, car coécrit avec un politiste et juriste, articule la théorie de l'école de la régulation avec une théorie politique de la démocratie appliquée au système complexe à deux niveaux inédit qu'est l'UE (*l'UE stricto sensu* et les Etats membres souverains). Sa construction théorique comme ses propositions normatives mettent l'accent sur les grands objets éminemment politiques que sont le budget, la monnaie et la fiscalité au prisme de la démocratie – et non la souveraineté européenne ou les questions d'approfondissement du marché unique, d'ingénierie institutionnelle et de procédures électorales.

## Faux-semblant de la souveraineté de l'UE

Nous étions, Michel et moi, allés plancher à l'Elysée devant le conseiller Europe et l'adjoint du secrétaire général, sans grande compréhension de leur part pour nos travaux, nous sembla-t-il. Pourtant, au vu des évolutions dramatiques de la décennie 2020 qui place l'Europe face au mur de son destin, j'ai la faiblesse de penser que le cadre d'analyse de *la Double Démocratie...* permet utilement de distinguer les leviers fondamentaux pour faire advenir l'Europe politique du faux-semblant bruyant, mais finalement impuissant qu'est la souveraineté européenne. *La Double Démocratie...* comme nombre d'autres livres de Michel Aglietta, n'a été possible que grâce à

une qualité qui devrait être la règle dans le monde académique, mais qui est l'exception parmi les exceptions, et que Michel possédait au plus haut point, à savoir sa grande considération pour les jeunes chercheurs et l'intérêt sincère de collaborer avec eux. Il aimait à dire que la plus grande responsabilité d'un chercheur est la direction de thèses. Je garde un souvenir ému des dîners qu'il organisait pour la sortie de chaque nouveau livre et qui réunissaient chez lui ces jeunes chercheurs qu'il avait pris sous son aile, non pas à la manière d'un mandarin, mais comme un collègue plus âgé, heureux de travailler aux côtés de ces forces vives. De cette longue vie intellectuelle d'une si rare productivité, il nous laisse en héritage une œuvre immense, aux ramifications profondes, qu'il nous appartient d'étudier et de mobiliser dans la recherche d'une analytique fondamentale du politique comme dans la formulation de réponses aux grands défis de notre siècle. C'était Michel Aglietta. ➜

**Nicolas Leron est l'auteur de: la Double Démocratie. Une Europe politique pour la croissance (Seuil, 2017) avec Michel Aglietta et de Souveraineté, l'obession des nations (Bouquin, 2022).**

Par  
**NICOLAS LERON**



Directeur de l'Institut François-Mitterrand et chercheur associé au Cevipof et à l'Observatoire français des conjonctures économiques (Sciences-Po)



Nicolas Demorand, à Paris le 11 février 2023. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

# Bipolarité : Nicolas Demorand, un patient singulier

**Lui-même bipolaire, le chercheur se réjouit que le journaliste de France Inter ait pu briser les tabous sur cette maladie avec «Intérieur nuit». Mais parce qu'il n'est pas un cas comme un autre, son livre reflète mal les conditions de soins pour le commun des mortels.**

Publié fin mars, *Intérieur nuit*, ouvrage autobiographique de Nicolas Demorand, rencontre un important succès critique et commercial. On ne peut que se réjouir tant de cette prise de parole que de l'accueil qui lui a été fait : comme il a été amplement dit et écrit, elle contribue à combattre les préjugés et à briser les tabous attachés à la maladie bipolaire – et plus largement aux troubles psychiatriques. Toutefois, la solidarité des destins mise en avant par l'auteur (*«j'écris en pensant à toutes celles et ceux [...] qui souffrent en silence du même mal»*) se heurte au récit de sa trajectoire médicale et sociale, qui apparaît assez éloignée aussi bien du cas général

d'un malade bipolaire que des problématiques actuelles de la psychiatrie adulte en France. Aussi, il est peut-être intéressant de proposer quelques éléments complémentaires de contextualisation, au moment où la question du handicap psychique semble enfin s'inviter dans le débat public.

Nicolas Demorand accorde une large place à l'errance thérapeutique, aux retards de diagnostic et à leurs conséquences. Cette focale est importante : de nombreux malades (et leurs proches) se reconnaîtront dans les situations, parfois à la limite de l'absurde, décrites par l'ouvrage. Elles appellent de profonds changements dans l'ensemble de la chaîne de soins, du médecin généraliste au chef de service, en passant par les psychologues libéraux et les psychanalystes.

## ISSUE ATYPIQUE

Toutefois, si le diagnostic médical est utile pour mettre des mots sur une souffrance, rassurer les proches et adapter les traitements, il n'est qu'un outil de compréhension clinique parmi d'autres. Autrement dit, c'est un moyen et pas une fin, une carte plutôt qu'un territoire. En en faisant une étiquette identitaire (*«ma bipolarité me définit pleinement»*), on risque de tomber dans le validisme et d'obstruer les mouvements vitaux de transformation, de désir et de lien des malades.

Nicolas Demorand relate ensuite les différentes étapes de sa prise en charge. Si on se félicite qu'elle ait finalement trouvé une issue favorable, on doit souligner à quel point elle est atypique. En effet, dans un contexte de dégradation continue, depuis au moins trente ans, des moyens matériels et humains de la psychiatrie publique en France, les délais d'obtention d'un premier rendez-vous dans un centre médico-psychologique de secteur (et non chez un chef de service de l'un

des meilleurs hôpitaux psychiatriques de France) sont estimés entre deux et six mois, selon les territoires – et il n'existe pas de ticket coupe-file !

## PÉNURIES CHRONIQUES

De la même façon, alors que la recherche pharmacologique dans le domaine est sinistrée, les nouvelles molécules (lamotrigine, quétiapine) se font rares, de telle sorte que les prescriptions ont peu changé depuis cinquante ans et la mise sur le marché des sels de lithium, qui demeurent le traitement de première ligne. Au-delà des ajustements propres à chaque patient et aux évolutions de la pathologie, il n'y a pas vraiment matière, pour un psychiatre suivant un patient bipolaire, à concocter quelque recette magique, à l'instar de l'*«artiste des médicaments»*, décrit dans le livre. La réalité est plutôt celle des pénuries chroniques de psychotropes qui mettent en danger des millions de patients. La disponibilité de ce même médecin, qui communique par téléphone plusieurs fois par jour avec Nicolas Demorand, est elle aussi inhabituelle à l'heure de la crise des vocations et des cabinets surchargés. Certes, le couple psychiatre-patient est central dans la prise en charge mais,

Par  
**AURÉLIEN DELPIROU**



Maître de conférences en sciences humaines et sociales à l'université Paris-Est Créteil et étudiant en psychologie à l'université Paris-Cité

dans la grande majorité des cas, il s'agit d'une relation à distance (une ou deux consultations par mois). Quant aux thérapies cognitives et comportementales, au même titre que les autres psychothérapies, leur efficacité est toujours sujette à discussion et elles sont délivrées dans une large mesure par des thérapeutes libéraux dont les séances sont coûteuses (environ 80 euros chacune à Paris) et non remboursées par la Sécurité sociale.

L'ouvrage est plus discret sur les conséquences de la maladie sur les vies personnelle et professionnelle de l'auteur. Sur la première, Nicolas Demorand se livre peu, avec une pudeur bien compréhensible. Mais il est absolument crucial de rappeler que la bipolarité bouscule profondément les organisations conjugales et familiales. Outre les personnes de l'entourage proche, qui optent souvent pour la fuite ou le déni, combien de partenaires ressentent épuisement, frustration ou solitude face au quotidien de la maladie ? Quant à la parentalité, elle est frontalement percutée par les aléas de la disponibilité affective, ce qui nécessite des ajustements permanents. Des structures viennent en aide aux familles, mais elles sont encore trop peu nombreuses.

En matière professionnelle, l'ouvrage délivre un message d'espoir aux malades et de confiance aux employeurs : on peut être bipolaire, avoir un métier très exigeant et poursuivre une carrière auréolée de succès. Cet optimisme semble intimement lié à l'exceptionnelle bienveillance dont l'auteur dit lui-même avoir bénéficié de la part de son entourage. C'est pourquoi elle contraste avec la réalité, celle du handicap, de la stigmatisation, des arrêts de travail à répétition, des hospitalisations chroniques, qui conduisent trop fréquemment à de longues interruptions de carrière. Après un premier épisode maniaque, seul un cinquième des personnes bipolaires retrouve son niveau professionnel antérieur. *Intérieur nuit* franchit un pas important dans une direction salutaire. Mais il décrit une réhabilitation très singulière, au risque de passer à côté de certains obstacles sur la longue route de la désaliénation, à la fois pathologique et sociale, des personnes bipolaires. ◀

**Aurélien Delpirou a été diagnostiqué bipolaire en 2020 après cinq ans d'errance thérapeutique, il s'est investi dans plusieurs associations de malades.**

# IDÉES /

## Violence à l'école: parlons santé mentale plutôt que détecteurs de métaux !

Après l'attaque du 24 avril dans un lycée nantais, la réponse ne peut pas être que répressive et sécuritaire, affirme le secrétaire national PS Yannick Trigance. Il est urgent de s'interroger sur l'origine et le traitement des causes de la violence sous l'angle de la santé mentale.

**L**e terrible drame du 24 avril survenu au lycée Notre-Dame-de-Toutes-Aides à Nantes s'inscrit dans une série qui, de la part des politiques, renvoie systématiquement à la question de la sécurisation des établissements scolaires. Plus inquiétant encore, la dérive sémantique du ministre Bruno Retailleau – dans la lignée de Gérald Darmanin, Laurent Wauquiez, Marine Le Pen, Eric Ciotti... – utilisant le terme d'«ensauvagement» traduit une approche quasi-exclusivement sécuritaire, extrêmement réductrice voire caricaturale et qui évacue toute approche préventive face à de tels actes. Car à ce jour

l'essentiel des mesures mises en place et celles à venir sont toutes marquées du sceau de la répression et d'une approche sécuritaire.

**Présence humaine.** Fouilles inopinées, reconnaissance faciale, intensifications des contrôles, détecteurs de métaux, alarmes anti-intrusion, amendes forfaitaires délictuelles, sanction pénale alternative aux poursuites judiciaires, modification du code de l'éducation «*afin qu'un élève passe systématiquement devant un conseil de discipline*» – proposition de la ministre de l'Education, Elisabeth Borne –, etc. Cette liste à la Prévert de dispositifs et de mesures dont l'opportunité et l'efficacité restent à démontrer relève très largement du «curatif», sans approche «préventive» digne de ce nom.

Quand parlera-t-on de l'origine et du traitement des causes de la violence sous l'angle de la santé mentale et du mal-être de nos élèves? A quel moment se penchera-t-on résolument sur la place et le rôle des réseaux sociaux, sur les phénomènes de harcèlement et sur la grande détresse de nos jeunes si bien décrits dans la mini-série télévisée *Adolescence* récemment diffusée sur Netflix?

Quand s'attachera-t-on à assurer et à renforcer la présence humaine sous toutes ses formes auprès de notre jeunesse au sein des établissements scolaires? Une étude de Santé publique France de 2024 a révélé que les pensées suicidaires ont été multipliées par plus de deux depuis 2014 chez les 18-24 ans, que depuis 2021 le nombre d'hospitalisations pour tentative de suicides augmente chez les 11-17 ans. Et les enfants ne sont pas épargnés: 13% d'entre eux scolarisés en élémentaire présentent un trouble probable de santé mentale. Face à cette situation, on compte aujourd'hui une infirmière scolaire pour 1500 élèves, un psychologue de l'Education nationale pour 1800 élèves, une assistante sociale pour 2000 élèves et un médecin scolaire pour 16 000 élèves! Comment prendre en charge le mal-être et les problèmes de santé mentale de notre jeunesse face à ce manque criant de personnels spécialisés, mieux formés et mieux rémunérés? Comment assurer dans de telles conditions les diagnostics médicaux et psychologiques, les accompagnements scolaires et sociaux dont on connaît l'impact majeur sur les apprentissages?

Tant que les établissements ne disposeront pas des moyens nécessaires pour assurer leurs missions de santé scolaire auprès des élèves, le mal-être et les problématiques de santé mentale continueront de la maternelle au lycée à entraver la réussite et le bien vivre-ensemble.

Se pose alors la question de l'attractivité de ces métiers, tant d'un point de vue des conditions de travail que de la rémunération qui, par exemple, pour un médecin scolaire s'élève à 2000 euros net en moyenne!

Réaffirmons que la bonne santé psychologique et psychique de notre jeunesse mérite mieux que des déclarations stigmatisantes ou des mesures exclusivement sécuritaires parfois très difficilement applicables car déconnectées des réalités du fonctionnement quotidien des établissements. L'indispensable présence humaine sous forme d'équipes éducatives au sens très large du terme ne peut plus être occultée, à l'intérieur mais également à l'extérieur des écoles, collèges et lycées. Car si les moyens font défaut au sein même du système scolaire, la présence de professionnels et d'associations à l'extérieur des établissements reste profondément inégalitaire d'un territoire à l'autre. C'est ainsi que dans certaines régions un délai de six à dix-huit mois est nécessaire pour consulter un pédopsychiatre et douze à dix-huit mois pour une première consultation en centre médico-psychologique...

**Sacrifier les générations.** Sauf à se complaire dans une forme de cécité coupable, il est grand temps de mesurer l'ampleur du drame qui se déroule sous nos yeux depuis trop longtemps et d'engager en conséquence des politiques publiques de fond si l'on veut sérieusement et durablement prendre à bras-le-corps et dès l'enfance la question du bien-être et du bien vivre de notre jeunesse. Au-delà de la seule institution scolaire, il s'agit donc bel et bien d'une question sociétale qui ne peut plus être ignorée ou traitée sous le seul angle sécuritaire, au risque de sacrifier les générations d'aujourd'hui et de demain. L'honneur de notre société se mesure assurément à l'attention que nous portons à notre jeunesse et à sa santé: soyons à la hauteur de ce défi. Il y a urgence. ➤

Par  
**YANNICK TRIGANCE**



Secrétaire national PS  
(école, collège, lycée)  
et conseiller régional Ile-de-France



# CULTURE/

## «PORTRAIT DE LUDMILLA EN NINA SIMONE»

# Scène de résistance en Louisiane

Les représentations du spectacle du Français David Lescot, vibrant hommage à l'artiste afro-américaine, ont secoué le public de La Nouvelle-Orléans et de Lafayette. «Libé» a suivi sa tournée américaine dans un Etat au passé esclavagiste et menacé par la croisade de Donald Trump contre l'éducation et la culture.

Par  
**ANNE DIATKINE**  
 Envoyée spéciale à La Nouvelle-Orléans et à Lafayette (Louisiane)  
 Photos **CAMILLE FARAH LENAIN**

**U**n tout petit spectacle français peut-il prendre le pouls de la tragédie politique qui traverse les Etats-Unis ? Et plus spécifiquement la manière dont l'investiture de Trump corrode les droits civiques en amplifiant les discriminations tout en les légitimant ? Une immense star internationale telle Nina Simone est-elle plus subversive en 2025 que dans les années 1960 ? Que se passerait-il si elle revenait aujourd'hui pour arpenter la scène comme elle l'a fait à Harlem (New York) en 1969 lors d'un concert en plein air, en reprenant les mots du poète David Nelson : «Etes-vous prêts, les Noirs ? Vous êtes prêts à faire ce qu'il faut ? Vous êtes prêts à tuer s'il le faut ? Vous êtes prêts à démolir le monde blanc ? A incendier les bâtiments ? Vous êtes prêts à construire un monde noir ?»

Oui, que lui arriverait-il sous l'ère Trump qui, tout occupé soit-il à obtenir «la paix» dans le monde, trouve encore le temps de se faire nommer président de la prestigieuse salle de spectacle Kennedy Center à Washington car «c'est fini le wokisme dans ce pays» ? Et que se passe-t-il lorsque la comédienne et chanteuse

Ludmilla Dabo, en narrant cet épisode qui a fait date, la cite in extenso sur une scène de La Nouvelle-Orléans – ville-exception anti-trumpiste en Louisiane –, à l'Acadiana Center for the Arts, un théâtre de Lafayette, où la grande majorité des habitants a donné ses voix au président actuel ?

### SUBVENTIONS «GELÉES»

La tournée américaine 2025 de *Portrait de Ludmilla en Nina Simone*, débutée à Vancouver en mars, et poursuivie à Seattle et Los Angeles, avec pour point d'orgue quatre concerts en Louisiane, témoigne de la destinée joyeusement imprévisible de ce spectacle, fait avec presque rien, initié par la Comédie de Caen en 2017 qui passait commande à différents artistes sur une figure obsédante ou inspirante. Huit ans plus tard, ce double portrait d'une icône et de son interprète, qui n'avait pas été conçu pour durer et encore moins pour silloner la planète, s'est joué un peu partout, sur trois continents et dans tous lieux – théâtres, prisons, écoles – et n'en finit pas de s'enrichir de nouvelles strates, nouvelles résonances, y compris pour ses deux acteurs – Ludmilla Dabo et David Lescot. Autrement dit, rien ne se répète, tout se découvre – «plus on joue un spectacle, plus on est libre de se laisser traverser par l'inattendu», remarque David Lescot contre l'idée reçue de l'usure par la routine.

### REPORTAGE

Ce qui rend particulièrement mouvant ce double portrait, alors que ni le texte ni la musique ne changent, c'est sa porosité à l'instant présent, sa manière de tourner vers la salle un miroir, et d'un soir à l'autre, le reflet n'est jamais le même. A sa création en France, on se laissait bouleverser par le récit de Ludmilla Dabo qui se souvenait des éclats de rire qu'elle suscitait au Conservatoire national d'art dramatique lorsqu'elle disait rêver de jouer Agnès dans *l'Ecole des femmes*. Ainsi, à Paris il y a seize ans, il allait de soi qu'une jeune actrice à la peau noire ne pouvait avoir accès aux rôles du répertoire sans tordre le sens des pièces. «On disait qu'il fallait que le choix ait du sens», se souvient David Lescot. «Il y avait une grande inertie à représenter la société telle qu'elle est.» Ce qui, pour le coup, sidère les étudiants et les comédiens américains.

«Vous êtes prêts les Noirs ? Vous êtes prêts à vous lever ?» A chaque fois, un trouble saisit l'assistance. Tiens, deux personnes ulcérées et livides quittent la salle du théâtre Lupin de l'Université Tulane, à La Nouvelle-Orléans. Electricité dans un rang où une bande d'une quinzaine de jeunes filles racisées se regardent incrédules. Leur intime-t-on pour de bon de se lever ou reste-t-on

dans un espace fictionnel et symbolique ? Elles hésitent. Pour la très grande majorité d'entre elles, qui sont venues par l'intermédiaire de l'association Operation Restoration – l'organisme a pour mission d'aider les familles de détenus et les femmes incarcérées –, il s'agit de leur première expérience théâtrale. En revanche, certaines ont déjà mis les pieds à Tulane, toujours par le biais de l'organisme qui y organise des cours. Tulane: impressionnante ville dans la ville, avec ses magasins, ses cafés, ses salles de sport, ses sweats et peuplée en grande partie par la jeunesse aisée californienne ou new-yorkaise – sans bourse, il faut tout de même compter 80 000 dollars (plus de 70 000 euros) l'année d'étude ! Une docteure qui travaille sur le genre et la sexualité dans la littérature marocaine raille : «On ferait mieux de rendre la fac plus accessible à la jeunesse de La Nouvelle-Orléans, plutôt que de réagir aux annonces incessantes de Trump, invalidées cinq minutes plus tard. Ça distrait de l'essentiel.» Certaines annonces sont cependant bien à effet immédiat. Operation Restoration voit déjà la plupart de ses subventions «gelées», telles celles accordées par le département de



Ludmilla Dabo au théâtre Lupin, à l'Université Tulane (La





Nouvelle-Orléans) le 18 mars.

L'auteur et metteur en scène de la pièce, David Lescot.

la Justice et le National Endowment for the Arts, une agence culturelle fédérale indépendante. Entre le temps du reportage et sa parution, le poste dédié à la recherche des fonds publics a d'ailleurs été suspendu, tout simplement parce qu'il ne servait plus à rien. Sans compter la difficulté de rédiger les appels sans utiliser les mots qualifiés désormais

de suspects tels que ceux de «femme», «LGBT», «équité» selon une liste qui en comprend plus de 200.

A Tulane comme ailleurs, le programme en faveur de la diversité a modifié son intitulé dans l'espoir de ne pas disparaître. L'université, à la pointe de la recherche médicale, voit un budget de plusieurs millions de dollars

«en suspens». Une enseignante à l'université de Washington, à Seattle, où la petite équipe a donné deux représentations salle comble et un workshop, ne cache pas son désespoir: «*Je serais bien naïve de ne pas ressentir le danger. A l'origine, l'enseignement supérieur était réservé aux hommes blancs et riches. Les enseignants ont passé des décennies à le rendre*

*accessible à tous, mais aujourd'hui, le Président a signé le décret exécutif pour démanteler le ministère de l'Education, ce qui affecte à la fois l'enseignement supérieur et les écoles. De moins en moins de personnes auront accès au savoir, et le savoir disponible sera incomplet. Il y a une tentative continue de blanchir à la fois l'histoire et le présent.»* Entre autres exemples, elle constate la disparition de la page web du Pentagone sur les Navajos «code talkers», ces quelques dizaines d'Amérindiens recrutés par l'armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale pour mettre au point un langage codé. Hasard ou pas, le musée d'art de La Nouvelle-Orléans, le Noma, qui propose une exposition sur les masques modernes par des artistes venant du Cameroun, du Sénégal et du Burkina Faso, vient d'apprendre qu'il perdait la majorité de ses subventions publiques, la dotation de la Louisiane pour les arts étant amputée de 600 000 dollars. En raison de son tropisme multiculturel?

#### MOMENT DE SUSPENSION

Vite, les jeunes conduits par Operation Restoration filent, leur référente les attend, et le bus aussi. Echange rapide à la sortie avec deux d'entre elles, Maddie, 15 ans, et Chloé, 17 ans, dont les parents sont incarcérés, et qui bossent tout en étant lycéennes. C'est la première fois que Chloé va au théâtre – la deuxième seulement pour Maddie – et si c'est ça le théâtre, elle y reviendra pour découvrir d'autres grandes figures. Ce qui les a le plus marquées? Une unique séquence silencieuse où l'actrice change à vue de costume et coiffe ses cheveux sous un turban. Un moment de suspension et de légère attente, l'identité n'étant jamais fixée dans cette pièce où Ludmilla Dabo n'imite pas Nina Simone, mais offre le sentiment rare que c'est Nina Simone qui a pris ses traits et sa voix. L'association Operation Restoration, fondée en 2016 par Syrita Steib, elle-même ancienne détenue, n'est pas arrivée dans la salle de spectacle par hasard. Si ses missions ont trait à l'accès au logement, aux soins et à l'éducation, elle a noué depuis quelques mois un partenariat avec l'Alliance française de **Suite page 26**

© Sapin / Charvati (DARGAUD) 2025

**Mathieu SAPIN**

# À L'INTÉRIEUR

POLICE, GENDARMERIE, OPÉRATIONS SECRÈTES  
Cinq saisons au cœur du plus secret des ministères

**À L'INTÉRIEUR**

Manifestations, crise à Mayotte,  
affaire Nahel, législatives anticipées...  
une immersion totale et exclusive de plus d'un an,  
dans les coulisses du ministère de l'Intérieur!

“Un patchwork plutôt réjouissant, souvent instructif mais surtout drôle à souhait.”

LE PARISIEN

AU RAYON BANDE DESSINÉE

CHARVATI



**Suite de la page 25** La Nouvelle-Orléans, à l'initiative de son nouveau directeur, Alan Nobili.

Ah bon ? Mais on croyait que l'Alliance française, partenaire essentiel des tournées françaises à l'étranger, était surtout fréquentée par une peuplade d'expatriés avides de se retrouver ? Alan Nobili envisage un peu différemment sa mission en Louisiane, en raison de l'importance croissante et symbolique du français dans la région, en ouvrant ses portes à celles et ceux qui, jusque-là, ignoraient son existence. Pour beaucoup des habitants de cet Etat du sud, même si seuls leurs parents ou grands-parents parlaient cette langue (ou un créole mâtiné de cajun) elle reste associée à leur histoire spécifique et parfois même à un mouvement de résistance contre l'envahisseur yankee.

Dans la petite ville de Lafayette qui use de sa propre langue créole du Bayou, le kouri-vini, le nom des rues est de nouveau en français et les annonces à l'aéroport également, ce qui ne manque pas de surprendre. La quarantaine d'écoles publiques – environ 5500 enfants – où le français est enseigné dès la maternelle est en augmentation. Alain Nobili explique que « traditionnellement, les Alliances s'appuient sur la culture des lieux où elles sont implantées ».

#### INCARCÉRATION DE MASSE

À La Nouvelle-Orléans, il y a bien sûr la communauté des Black Indians qui chaque année démontre sa vitalité par d'extraordinaires manifestations dans toute la ville, les célèbres parades hebdomadaires, la musique que les enfants pratiquent comme une langue ou le foot dès la maternelle, un esprit hédoniste et festif qui n'a rien d'un cliché. Mais aussi l'incarcération de masse dans des prisons à but lucratif et très rentables d'une population essentiellement noire. Championne du monde de l'emprisonnement, la Louisiane n'a jamais abandonné le travail forcé de prisonniers rémunérés 2 à 5 cents par heure (soit 0,1 à 0,4 euros) depuis la fin de l'esclavage.

C'est une médecine-urgentiste française qui nous explique cette persistance du passé esclavagiste en Louisiane lors d'un raout chez un mécène de l'Alliance française, tandis que Ludmilla Dabo et David Lescot jouent dans un brouhaha – comme Nina Simone s'est elle-même parfois produite au début de sa carrière. Le mécène chez qui se déroule la soirée a contribué à hauteur de 4 000 dollars aux deux représentations de La Nouvelle-Orléans. Dans un pays où la culture n'est pas un service public – et l'éducation de moins en moins –, les levées de fonds privées mises en œuvres par les Alliances françaises sont des impératifs même lorsque la tournée se déroule en partie dans des campus qui possèdent leur propre théâtre.

Contrairement aux scènes privées soumises au box-office, ces scènes universitaires n'ont aucune obligation de billetterie. Pour autant que le département théâtre de l'université ne dépende pas des subsides locaux ou fédéraux, cette marge de manœuvre leur permet d'inviter des formes peu mainstream, qui ne pourraient pas se produire ailleurs. C'est particulièrement vrai dans des villes de taille moyenne



Ludmilla Dabo interprète les titres de la chanteuse Nina Simone.



Après la représentation, les interprètes restent pour échanger avec le public.

comme La Nouvelle-Orléans (360 000 habitants hors faubourgs, 700 000 en les incluant), qui compte beaucoup de scènes musicales mais peu de théâtre comme nous l'explique Victor Holtcamp qui dirige le département théâtre de Tulane.

« Pas de boulot », marmonne Stéphanie, conductrice afro-américaine, dans son Uber. Elle est informaticienne, mais la boîte pour laquelle elle travaillait a fermé pendant l'épidémie de Covid. Elle dit que depuis Trump, c'est juste le « bordel », et que les discriminations, elle n'a connu que ça depuis l'enfance. « Faut attendre les prochaines élections présidentielles, c'est tout. »

Effet surprenant, lorsqu'on passe devant le cimetière de la ville : les caveaux dépassent pour moitié de l'enceinte, ils sont surélevés afin que les morts ne soient pas emportés en cas d'ouragan. Le traumatisme de Katrina, qui a pourtant eu lieu il y a déjà vingt ans, ne se laisse jamais oublier : depuis, la ville a perdu environ 200 000 habitants, et assurer sa maison ou sa voiture est devenu inaccessible au commun des mortels. Les habitants ne s'assurent plus, ils prennent le risque de tout perdre ou quittent la ville qui se vide, faute également d'attractivité économique. Autre éton-

nement : on a beau s'en approcher, le Mississippi demeure invisible, le fleuve mythique se cache derrière de hautes digues, construites par des esclaves, puis encore et toujours par des détenus. La plupart des prisons ont été érigées sur les anciennes plantations de coton et de cannes à sucre, et les contremaîtres sont devenus gardiens de prison, métier qui se transmet de père en fils.

On roule avec Alan Nobili dans le grand quartier des prisons qui ne cesse de s'étendre. Le tribunal jouxte l'une d'elles, aucun temps perdu. Alan Nobili le répète : « Grâce à leur main-d'œuvre gratuite, les prisons remportent une grande partie des marchés auxquels elles candidatent. » Travail forcé, travail rentable. Les termes utilisés sont évocateurs : bien que le « convict leasing system » (qu'on peut traduire par « système de location des prisonniers ») soit officiellement interdit depuis des décennies, on parle bien de « louer » à des entreprises une main-d'œuvre gratuite, qui redisons-le, n'a pas le droit de refuser de travailler. « Du reste, poursuit Alan Nobili, quand l'esclavage a été aboli, le 13<sup>e</sup> amendement décrétait : "Personne ne peut être soumis à l'esclavage sauf en cas d'activité criminelle". »

La déambulation nous ramène à Nina

Simone. À Lafayette, où s'enchaînent deux représentations à l'Acadiana Center for the Arts, Ludmilla Dabo est prise de vertige pendant qu'elle chante *Mississippi Goddam*, l'une des compositions les plus célèbres de Nina Simone, censurée à sa création en 1964 dans les Etats du sud et par de nombreuses radios. Ici, dans ce paysage, sur cette scène, elle a été envahie par ce que décrit cette chanson et qu'elle n'avait jamais autant charnellement perçu, alors qu'elle la chante depuis l'enfance. L'interprétation des deux dernières représentations à Lafayette se teinte de la couleur d'un manifeste.

#### FOULE DE SPECTATEURS

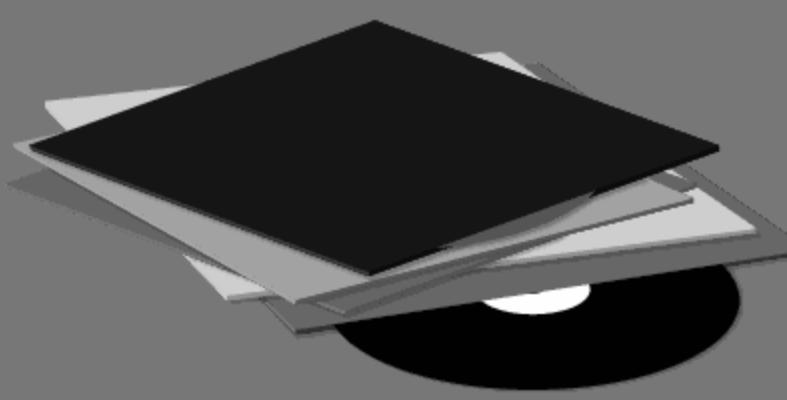
Brandon Motz, le directeur artistique du théâtre, note avec bonheur et surprise qu'il y a dans la salle foule de spectateurs qu'il n'a jamais vus dans le théâtre – des affiches ont été posées dans les commerces avoisinants : une bande d'adolescents noirs sourds et muets au dernier rang avec une accompagnatrice qui leur traduit en langage des signes, des femmes à la peau noire ultra-réactives, une ambiance joyeuse... Peut-on citer le directeur artistique sans le mettre en danger ? C'est le propre des Etats qui basculent dans le totalitarisme que de susciter ce type de questionnements et de mises en garde.

Non, Brandon Motz n'avait pas vu le spectacle avant de le programmer, même en vidéo. Il introduit la deuxième représentation par un discours à la sincérité intense. Evidemment, pour une oreille européenne, il paraît plus qu'étrange qu'accueillir aux Etats-Unis un spectacle français sur une icône noire américaine des années 1960 puisse être un acte de courage. Et pourtant, le mot « *courage* » est bien prononcé à plusieurs reprises dans l'assistance et, parmi les spectateurs, le chanteur Zachary Richard, qui a fait de la culture cadienne le combat de sa vie, est visiblement ébranlé : « *C'est très provocateur.* » Après un silence, il ajoute : « *Dans le bon sens du terme.* » On lui demande de préciser : « *Ça provoque la pensée.* »

Une partie des mécènes qui composent le conseil d'administration de l'Acadiana Center ont voté Trump, et Brandon Motz doit, nous explique-t-il, « *les ménager* ». Pour autant, si c'était à refaire, il reprogrammerait « *évidemment* » ce double portrait. Contrairement aux habitudes du public américain qui d'ordinaire applaudit brièvement et quitte la salle prestement, une partie des spectateurs demeure pour le bord plateau, et rechigne même à sortir du théâtre si bien qu'entre les deux représentations pourtant épuisantes, Ludmilla Dabo et David Lescot ne rejoignent pas la coulisse. Une femme est en pleurs. La deuxième représentation elle aussi se clôt par des prises de paroles qui se poursuivent ensuite pendant une bonne heure par des conversations privées sur la scène avec les interprètes. ◀

#### PORTRAIT DE LUDMILLA EN NINA

**SIMONE** de DAVID LESCOT. Le 24 mai au Théâtre de la Ville à Paris. Et en tournée en France : le 28 juin au festival Confluences à La Garde (Var), les 16 et 17 octobre à Vélizy (Yvelines), les 8 et 9 avril 2026 à Quimper...



## PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Pop, rock, musiques électroniques... Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous y retrouver dans l'actu des sorties.



La terre que révèle Felix Manuel dans *Under Tangled Silence* renferme un paradis – où résonnent en un tohu-bohu euphorique gamelan balinais, piano jazz cosmique et polyrythmies aux confins de la jungle et de la samba. Inspiré par ses improvisations modales au piano pendant le confinement, l'Anglais par ailleurs connu comme DJ pour sa technique ahurissante aux platines s'est de facto inventé un genre musical à part entière à la faveur duquel il développe onze compositions denses, étendues et spectaculaires qu'on associerait volontiers à des tempêtes – ne serait-ce la méticulosité de leurs intrications, digne d'un concerto de Vivaldi. Zen et hyperactif, complexe et flagrant, *Under Tangled Silence* est la musique électronique de 2025 à son plus baroque, et à son meilleur.

OLIVIER LAMM

DJRUM **UNDER TANGLED SILENCE** (Houndstooth)



La musique de Jenny Hval évoque ces coupures qu'on se fait en passant son doigt sur la tranche d'une feuille de papier. La chanteuse et compositrice norvégienne ravive délicatement la plaie avec ce septième album portant

le nom d'un parfum de Serge Lutens, aux notes de clou de girofle, graines de carotte, iris, ambre et vétiver. Sur le papier tout du moins, parce qu'au nez, entraîné durant le confinement où elle s'est passionnée pour les fragrances, Jenny Hval lui a davantage trouvé des odeurs d'acier. Froid, brillant, brumeux. A l'image de ce disque qui continue à tracer la ligne entamée il y a quatorze ans avec *Viscera*. Blessure à la fois invisible et profonde où sexualité et sensualité se confondent. Comme un spéculum en métal glacé qu'on aurait glissé dans un fourreau de soie.

LELO JIMMY BATISTA

JENNY HVAL **IRIS SILVER MIST** (4AD)



En tournée, Das Kinn ne laisse que sueur et cendres partout où il passe. La recette : des morceaux taillés à la fendeuse dans des synthés d'acier trempé et un grand chauve qui hurle en sautant dans tous les sens. Et pourtant son premier «vrai» album étonne à plein d'égards, à commencer par la lenteur (*Tempel des Todes*) voire les moments de flottements instrumentaux (*Souterrain*) que s'autorise l'Allemand Toben Piel. De quoi parle-t-il ? Fermez les yeux. Vous télétravaillez au bord d'une mer de merde. Vos implants capillaires vous démantagent. Vous cherchez un serveur à qui vous plaindre des rats qui piaillent à vos pieds. Un gyrophaare scanne le paysage en ruines. C'est l'heure de votre smoothie. Bonne dégustation !

MARIE KLOCK

DAS KINN **RUIVENKAMPF** (Bureau B)



L'album a été enregistré en quatre jours. PHOTO LUCILLE REYBOZ

# CULTURE //



«Les paroles de cette chanson n'ont pas encore été transcris», c'est ce que répond Genius quand on essaie de savoir ce que chante Maria Somerville sur *Up*. Spotify non plus ne s'aventure pas à donner la teneur des mots prononcés

dans des bourrasques aux ralentis d'effets de reverb qui recouvrent et noient la voix de l'interprète dans ce qui ressemble à un rituel de disparition. La musicienne a quitté Dublin pour se réinstaller dans le Connemara, enregistrant *Luster* dans un studio situé près du Lough Corrib, un des plus grands lacs irlandais. Même si influencé par Mazzy Star, Julee Cruise ou Grouper, l'album est fascinant par son pouvoir immersif, sa beauté mélodique sur la presque totalité des douze titres opiacés avec ce son élastique qui paraît rebondir sur les murs capitonnés d'une imaginaire chambre claustrale, des mots ravalés flottant dans l'espace comme des slogans fatidiques que personne ne peut déchiffrer.

DIDIER PÉRON

MARIA SOMERVILLE **LUSTER** (4AD)



Ce n'est ni tout à fait de l'humour noir ni tout à fait de l'ironie. Le premier album de Tueerie cherche plutôt à faire émerger, derrière une légèreté de ton et de sons les sentiments mitigés tels que la culpabilité, la rancœur, ou la

honte. Après deux EP, le Boulonnais pousse plus loin ce désir de provoquer le rire tout en narrant des histoires parfois sordides, graves en tout cas. Ici lover rigolo, là parolier hanté, il apparaît plus fin que jamais au milieu d'un disque tendance r'n'b harmonique, presque gospel, animé par l'envie de faire de la musique en choeur et d'entonner collectivement les remises en question. Il y a, dans cette dernière particularité, la patte sonore affirmée de Foufoune Palace, mené par Luidji et dont *les Amants terribles* est un manifeste esthétique.

BRICE MICLET

TUERIE **LES AMANTS TERRIBLES**  
(Foufoune Palace)



Assommant en récital, le glaçon Zimerman s'embrace étrangement au contact des humains, de Leonard Bernstein avec lequel il grava les concertos pour piano de Brahms, au violoncelliste Yuya Okamoto, à l'altiste Katarzyna Budnik et à la violoniste Maria Nowak, réunis pour ces flamboyants quatuors N°2 et N°3 du même Brahms. Qu'ils dialoguent avec esprit ou explosent en gerbes orchestrales, les quatre semblent jouer ensemble depuis toujours. Leurs lectures, ciselées avec une passion et un lyrisme constants, se hissent donc au sommet de la discographie où trônent déjà celles d'Emanuel Ax, Yo-Yo Ma, Isaac Stern et Jaime Laredo.

ERIC DAHAN

KRISTYAN ZIMERMAN BRAHMS: PIANO QUARTETS NOS 2 & 3 (Deutsche Grammophon)

## Salif Keïta, huile d'essentiel

**En neuf titres, certains nouveaux, d'autres redécouverts avec intelligence, le Malien trouve la juste formule, tournée vers les fondamentaux.**

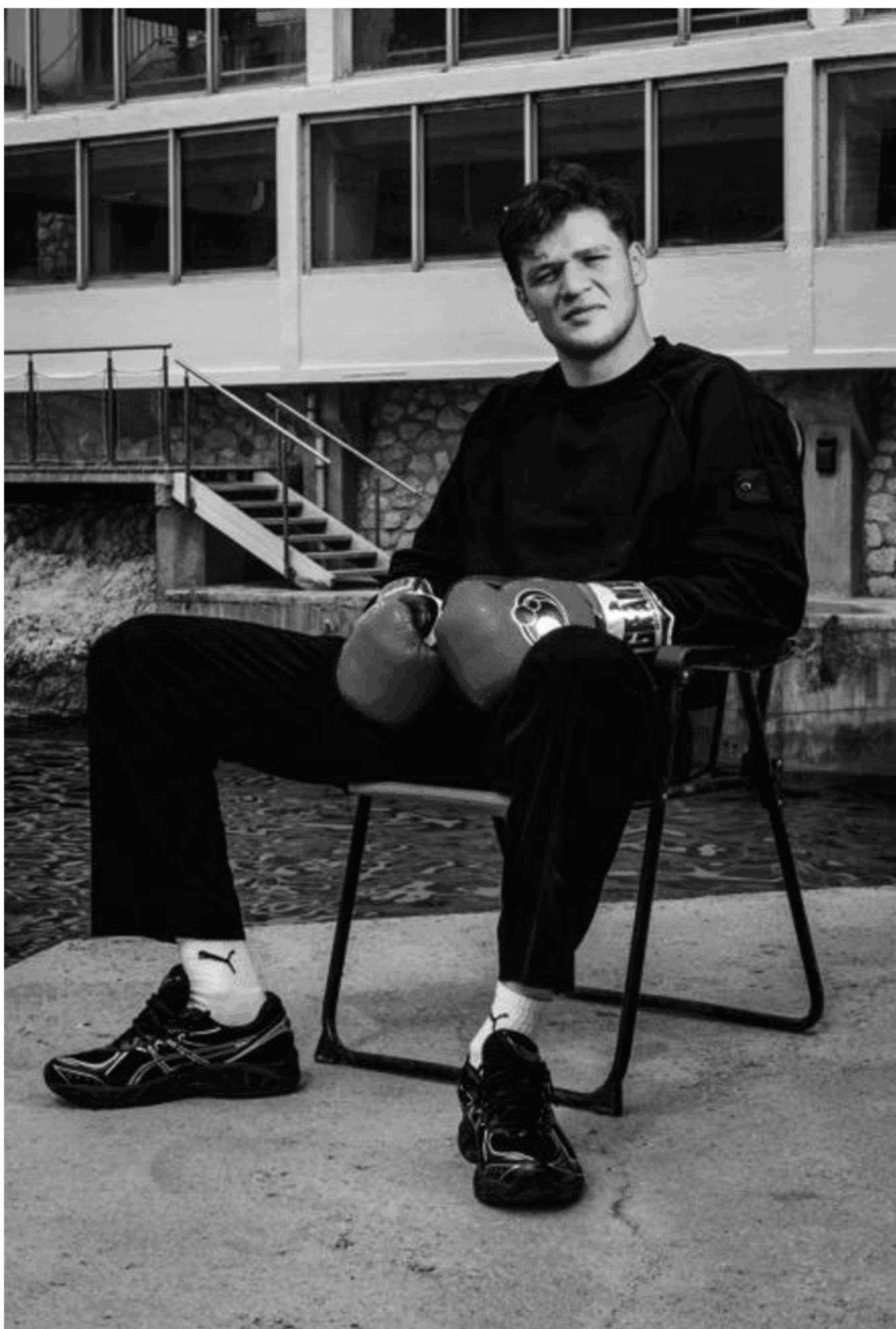
Les bons sentiments accourent-ils de bonne musique ? Pas forcément, si l'on en juge *Lamomali Totem*, le second volet des aventures de M au Mali. Ce même mois paraît le nouveau disque de Salif Keïta, pas vraiment la personne la plus recommandable au su de ses prises de position en qualité de conseiller du chef de la junte au pouvoir à Bamako. Sauf que voilà l'anomalie, le maître chanteur publie aujourd'hui un disque dont on a rêvé depuis des années, qu'on ne pensait jamais avoir le bonheur d'écouter : seul, ou presque, avec sa guitare, avec ses fragilités, un peu comme lorsque Gil Scott-Heron s'accompagnait sur scène aux claviers, débarrassé de tout superflu. Cette formule nucléaire – tout juste accompagné en direct sur trois chansons du ngoni de Badié Toukara et des percussions de Mamadou Koné – situe Salif Keïta à des années-lumière de la profusion de M qui convoque une liste à rallonge d'invités.

JACQUES DENIS

SALIF KEÏTA **SO KONO**  
(No Format)

# Relève de la garde

**Bruno Surace** Le boxeur marseillais s'est fait un nom en mettant au tapis un cador mexicain. Qui attend sa revanche, samedi à Riyad.



Bruno Surace est un gentil garçon, mais il y a des limites. Alors, quand, en ce 14 décembre, dans la touffeur des vestiaires du bien nommé Caliente Stadium de Tijuana, fétide ville-frontière mexicaine à cheval avec la Californie, on lui présente sous scellés de vieux gants à la mousse épaisse pour aller boxer l'enfant du pays, Jaime Munguia, avec sa moue de sicario et ses 35 KO au compteur, Bruno Surace dit niet. «Il avait des gants d'assassins, et moi, une paire de cousins.» Palabres, moufles remplacées: show must go on. Houpette huileuse, tronche à la Cerdan et blaze vintage, «Super Brunello» s'avance vers le Carré de toile sous les regards borgnes des caméras et ceux, avides, de 30000 aficionados, tel une offrande humaine pour un sacrifice aztèque ou un taureau dans l'arène.

A Tijuana, le Marseillais, outsider au palmarès immaculé (25 victoires) quoique confidentiel, est venu «chercher la peur». Les promoteurs de Munguia, numéro 2 mondial des super-moyens, pensaient quant à eux avoir déniché dans les interstices de la boxe européenne une proie facile pour gonfler le CV du champion, comme on met un coup de canif sur la crosse d'un fusil. Ding! Round 1. Munguia fait parler la foudre - «démoniaque» est l'adjectif utilisé par Surace quand il s'agit d'en

## LE PORTRAIT

jauger le wattage. Round 2. Comme prévu, le gringo a le cul par terre après un crochet du gauche majuscule, du genre dont on ne se relève pas. Surace, oui. Premier miracle. Round 5. Surace subit, Munguia s'oublie. Il ne remonte pas sa garde, ne décolle plus ses talons. Surace «voit le trou», mais laisse filer. Round 6. Surace est dans les cordes. Soudain, revoilà le trou. Poétique du geste: «Poignet, coude, épaule, tout bien gainé, le crochet part au bon endroit, le menton - je sais qu'il va y aller.» Au tapis, donc. Munguia y va. Se relève, titube, terminado. Le Marseillais

vient d'infliger, à domicile, son premier KO à la star latino.

Illico, les médias s'emballent pour ce «Rocky français» (lui n'a jamais vu le film) avec sa bouille sortie d'un film des années 50. Son téléphone vibre non-stop, il le laisse au fond du sac et s'embarque dans un road trip californien pour gratter du rab de «paillettes». A Las Vegas, il lâche 20 dollars dans les machines à sous, pas plus («je déteste perdre»), file admirer les rings de la Ville du péché, sourire aux lèvres: «La prochaine fois, on boxe là!» Finalement, la prochaine, ce sera à Riyad, la pétromonarchie saoudienne muée en Mecque du noble art, dans la nuit de samedi à dimanche. Munguia a demandé sa revanche, histoire d'effacer en monovision l'affront qui a valu le titre de «Surprise de

l'année» à Surace, décerné par le mythique magazine Ring lors des oscars de la boxe, en janvier. La cour des grands, où il faudra que le Français, désormais huitième mondial, prouve qu'il n'était ni un accident ni une anecdote.

On le retrouve à trois semaines du fight, tout de noir vêtu, perché sur un scooter à trois roues au très huppé Club des nageurs de Marseille. Rien à voir avec un quelconque changement de statut, jure-t-il: son premier titre européen, en 2023, lui avait déjà ouvert les portes du cénotaphe. Lui a poussé à la Belle de Mai, bouillonnant quartier rituel, mère marocaine, père calabrais, cogneur amateur. Un dur. «J'avais un diplôme de comptable mais comme j'étais italien, on me prenait jamais», raconte Pascal Surace, le padre. Alors je chargeais des sacs de sucre de 70 kilos. Du coup, sur le ring, j'étais un vrai bœuf! Mon fils, à côté, c'est un styliste, il fait de l'escrime.» Le petit Bruno affûte ses crochets dès 3 ans, combat pour la première fois à 8. Sa grande sœur est championne de taekwondo, la famille vit pour les mandales. «Encore aujourd'hui, à Noël, on parle que boxe», se marre Surace junior, qui se souvient que pour le droit de jouer une heure à la console, il fallait faire 20 tractions.

Quand les choses deviennent sérieuses, Pascal Surace confie son ado prodige à Mourad Haddu, que tout le monde à Marseille appelle «Coach Kayser» - hommage à la graphie hasardeuse au claudiquant suspect des multiplexes Keyser Söze plutôt qu'à une ascendance germanique. La salle du «Kayser» est à La Savine, au cœur des quartiers Nord, entre choufs et condés. «Les gens s'imaginent

un truc ghetto, mais y a pas d'endroit dans toute la ville où je me sens plus en sécurité.»

En parallèle, le gamin décroche le bac avec mention, et passe pro l'année où il s'inscrit à la fac, à 18 ans. Tout le monde se met au diapason («Kayser ouvrait la salle deux heures plus tard pour que je puisse réviser...»). Il empile galas confidentiels dans les Ardennes et masters universitaires (droit, management sportif), bûche les combats comme des partiels. «A chaque fois, c'est une équation, dit-il. A Tijuana, le plan, c'était "Deux coups, tu fermes!". La seule fois où je m'emballe et j'en mets trois, je finis par terre...» Il se veut apôtre d'une «boxe défensive, un truc d'avertis», toujours dans l'évitement, et tant pis s'il n'a mis que 5 KO en carrière et que le grand public trouve ça «chiant». Dixit feu George Foreman: «La boxe, c'est comme le jazz. Mieux c'est, moins les gens l'apprécient.» Dit autrement par Kayser: «Je veux le garder beau garçon.» Malin jusqu'au bout, le pugiliste bac + 5 refuse de jouer la partition du cliché: ni brute intello ni survivant des quartiers. «On veut me mettre la cape du sauveur de la boxe, mais c'est du bullshit, ça fait dix ans que les boxeurs sont lettrés...» Solaire mais pied-sur-terre (pas d'attaché de presse, mails répondus de ses propres pouces), il sait que tout peut s'arrêter au premier «micro faux pas». Alors, rayon intimité, il baisse le rideau: rien sur sa situation conjugale, son vote ou son dieu, bien qu'il se dise «croyant».

Un truc lui tient à cœur. La situation des champions dans la déche, ceux qui suent dans les gymnases où les bancs médias sont vides. Trop accaparés par leur discipline pour construire une carrière cravatée, pas assez bankables pour être en short à plein temps. Au moment du fameux combat de Tijuana, Surace n'avait pas combattu depuis un an, bossait comme vendeur chez Hermès. Avant même ce KO deus ex machina, le chèque à six chiffres de la bourse avait changé sa vie. Sur ça non plus, il ne veut pas s'épancher («le chiffre du prochain, j'ai fait en sorte qu'il ne sorte jamais»). Gaffe: à Marseille, on est vite devenu une «cible». Mais Coach Kayser l'assure, Super Brunello est «le champion du peuple». Rien n'a bougé, pas même son staff. Pas question d'aller débaucher un entraîneur ricain ou de quitter les quartiers Nord. Pas de trash talk non plus. «Zéro frime, c'est pas Doumbè», tance Kayser, allusion à la grande gueule du MMA.

A Tijuana, Munguia avait débarqué avec ses mariachis avant d'entrer sur le ring. Alors, à Riyad, sous le regard des oligarques enturbannées, des vieilles gloires aux nez mous et des footeux has-been, Surace marchera au son de la Corrida de Cabrel. «C'est voyou mais en douceur!» Comme dirait l'autre, est-ce que ce monde est sérieux? ◀

Par **GUILLAUME GENDRON**

Photo **LEONOR LUMINEAU. HANS LUCAS**